LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Douter de tout ou tout croire, ce sont deux solutions également commodes, qui l'une et l'autre nous dispensent de réfléchir.»
Henri Poincaré

N° 1635
du 12 au 18 mai 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

La Marine nationale au secours du Capital

M 02137 - 1635 - F: 2,50 €

Editorial

Nous sommes à un peu moins d'un an de l'élection présidentielle. Comme chaque élection, en particulier celle qui fournit à quelqu'un le logement indécent qu'est le palais de l'Élysée, il ne s'agit que d'un passage de Charybde à Scylla. Les participants au tournoi s'entraînent déjà et les champions arborant les couleurs nationales se disputent. Les sondages, supposément prophétiques si l'on en croit les analyses pointues et sans faille des journalistes autorisés, annoncent le renforcement d'un Front national qu'on aurait voulu voir disparaître il y a des années. Comment la France peut-elle plier sous le vent extrême-droitiste qui souffle d'Europe du Nord et de l'Est ? Et pour s'assurer l'adhésion d'électeurs bien ciblés comme les ouvriers ou les commerçants, le FN tait provisoirement ses thèses racistes pour présenter des principes économiques nouveaux, montrant encore une fois l'instabilité de leurs positions en la matière. Des principes tellement nouveaux qu'ils avaient déjà un nom : le poujadisme. Le FN se développe et théorise vaguement sur la monnaie, une monnaie actuellement défendue par la brave armée française en Libye. Parce que de l'autre côté, le champion bleu-blanc-rouge au pouvoir instaure des mesures dignes de son rival réactionnaire vis-à-vis des étrangers, de la sécurité et du sentiment nationaliste mais établit toujours un peu plus profondément sa doctrine néolibérale qui le conduit à envoyer l'armée au secours de ses intérêts. C'est bien la seule différence entre les deux champions de l'inhumanité : les positions économiques de l'un sont pestilentielles et bien assurées, celles de l'autre sont nauséabondes mais mal argumentées. Alors, que choisiront les dindons de la farce électorale : celui qui envoie la Marine nationale au secours du capital ou ceux qui voient en la Marine nationaliste un secours capital ?

Sommaire

Actualité

DSK, homme providentiel pour qui ?, par E. Vilain, *page 3*

Météo syndicale, par L. Barbesois, *page 4*

La calotte d'État, toujours à abattre, par M. Rajsfus, *page 5*

L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Des brèves, un strip, *page 6*

Le dernier Triangle rose est mort, P. Schindler, *page 7*

Arguments

De la chasse policière d'hier et d'aujourd'hui, par M. Rajsfus, *page 8*

L'éducation populaire en question, par P. Sommermeyer, *page 10*

International

Un 1er mai international, *page 12*

Nouvelles d'un Mexique qui lutte, par R. et G., *page 14*

Expression

Je célèbre Armand Robin, 2e partie, par R. Dadoun, *page 17*

Cinéma

Nouvelles cinématographiques, par H. Hurst, *page 20*

Mouvement

C'est pas du cinoche, *page 21*

Un nouveau fanzine papier, *page 21*

La plus belle des radios, *page 22*

L'agenda vous appelle, *page 23*

Tarifs **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos ◯ 25 €

6 mois, 25 nos ◯ 50 €

1 an, 45 nos ◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

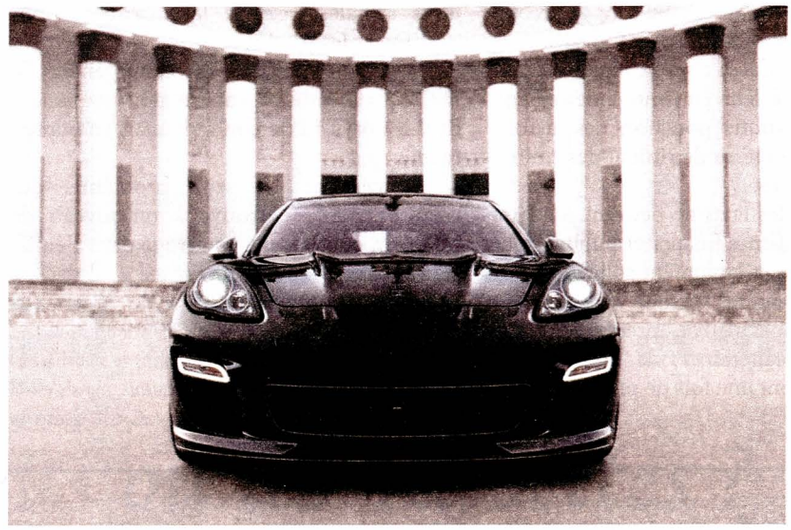
1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

DSK

Homme providentiel ? Pour qui ?



La France pleure et la Porsche rit.

Éric Vilain

La bande dessinée de Goscinny et Uderzo nous a rendu familiers les fantasmes de pouvoir du vizir Iznogoud qui veut devenir calife à la place du calife. Nous sommes depuis trop longtemps habitués au spectacle confondant des Iznogouds du Parti socialiste qui se chamaillent et se posent en candidats pour l'élection présidentielle – chamailleries dont on peut se demander si elles ne servent pas de paravent pour masquer les vrais problèmes de la population laborieuse : attaques sur les retraites, attaques à venir sur la Sécurité sociale, etc.

On croyait avoir tout vu, mais non. Le Parti socialiste semble avoir des réserves inépuisables de diables à ressort pour occuper la scène médiatique et occulter les vrais problèmes : parmi les Iznogouds putatifs se trouve un candidat dont on ne sait même pas s'il est candidat, mais que tout le monde désigne comme tel, et à qui d'aucuns – d'aucunes, dirais-je – attribuent tout de même un poste au gouvernement dont il serait élu calife ! Je parle évidemment de Dominique Strauss-Kahn, que nombre de socialistes désignent comme le parfait anti-Sarkozy, et que Ségolène Royal verrait bien comme Premier ministre.

Les médias eux-mêmes semblent prendre fait et cause pour la candidature du directeur général du Fonds monétaire international – organisme qui est, rappelons-le, directement partie prenante dans la mise en œuvre des mesures qui aboutissent à la liquidation générale des services publics dont nous sommes les témoins impuissants, à la liquidation du système de retraite par répartition et à la liquidation future de notre système de Sécurité sociale.

On comprend dès lors que les médias, sondages à l'appui, et les grands patrons voient dans DSK l'homme providentiel qui permettra de consolider, grâce à un vague vernis de gauche, les réformes effectuées à la machette par Sarkozy. Il est vrai que les médias, pour la plupart, et les grands patrons (Lagardère, Bouygues, Dassault), c'est un peu bonnet blanc-blanc bonnet, puisque ces derniers possèdent les premiers…

Les grands patrons susmentionnés, eux, n'ignorent pas ce que les promoteurs de la candidature Strauss-Kahn occultent, et que nombre d'électeurs éventuels ignorent : DSK, comme ministre de l'Économie et des finances, a été un acteur majeur de la grande campagne de privatisations initiée sous le gouvernement Jospin : lorsqu'il quitte son poste en novembre 1999, il n'y a plus de secteur financier public : un an et demi aura suffi pour le liquider. Le GAN, le Groupe Caisse d'Épargne, le CIC, le Crédit Lyonnais, le Crédit Foncier de France, la Marseillaise de Crédit auront été privatisés, c'est-à-dire offerts aux actionnaires.

À l'initiative de Strauss-Kahn, le gouvernement Jospin a davantage privatisé que les gouvernements de droite présidés par Balladur et Juppé : Airbus, Air France, Thomson-CSF, France-Télécom, Thomson Multimedia sont passés à la moulinette.

Citons encore le secteur de l'énergie : en accord avec les positions de l'Organisation mondiale du commerce, Strauss-Kahn soutient l'adhésion du gouvernement Jospin aux propositions européennes qui aboutiront peu après, sous la droite, à la privatisation d'EDF-GDF.

Strauss-Kahn prend des mesures qui, avec entre autres les stock-options, permettent les rémunérations pharaoniques des hauts dirigeants d'entreprises. Il lance en outre l'idée de fonds de pension « à la française ». Il pousse Jospin à remettre en cause tous les engagements que le PS avait pris envers les

électeurs en 1997, parmi lesquels le renforcement des services publics.

On ignore que Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international, est directement impliqué dans la situation dramatique d'endettement des pays du Nord. En effet, les grands financiers internationaux ont obtenu une chose invraisemblable : les pouvoirs publics ne peuvent plus emprunter de l'argent aux organismes publics de crédit – lorsqu'ils n'ont pas été eux-mêmes liquidés – à des taux qui étaient par nature beaucoup plus avantageux que ceux proposés par les banques privées. Les pouvoirs publics ne peuvent plus emprunter qu'aux organismes financiers privés dont les taux sont beaucoup plus importants que ceux des institutions financières publiques : c'est là une des principales causes de leur énorme endettement. C'est une fantastique ponction des actionnaires privés opérée au détriment des contribuables européens.

Pourtant, si les États ne peuvent pas faire appel aux organismes financiers publics pour emprunter, ils sont largement sollicités pour renflouer les banques lorsque celles-ci, par leur rapacité spéculative, provoquent des catastrophes planétaires : là encore, les contribuables sont une fois de plus ponctionnés.

Sous la direction de Strauss-Kahn, le Fonds monétaire international n'a rien fait d'autre que poursuivre sa politique traditionnelle :

– réduction des salaires de fonctionnaires ; liquidation des retraites par répartition au profit des assurances privées ; réduction des investissements dans la santé, l'éducation, la culture.

– vente des services publics aux multinationales.

– liquidation du droit du travail pour instaurer la flexibilité, pour faciliter les licienciements, pour favoriser les délocalisations.

– exonérer les sociétés privées de cotisations sociales, réduire leurs impôts pour maximiser les profits.

Cette politique-là, le directeur général du FMI l'a défendue, promue non seulement dans les pays du tiers monde mais en Europe même.

Concernant le seul problème des retraites, DSK se trouve à un niveau de réflexion confondant. Interrogé dans l'émission À vous de juger sur France 2, il déclare refuser tout dogme sur l'âge de départ à la retraite : « *Je ne pense pas qu'il faille y avoir de dogme. Le monde change très vite et on vit dans la mondialisation, qui a des avantages, des inconvénients, mais c'est la réalité, il faut tenir compte de cela.* » C'est donc la tarte à la crème de la « mondialisation » qui impose de travailler plus longtemps. DSK estime que « *si on vit 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans* » (rapporté par *Le Figaro*, 20 mai 2010). Il est étonnant de constater à quel point tous ceux qui n'ont « pas de dogme » sur la question sont tous d'accord pour faire travailler les salariés plus longtemps – accusant explicitement ceux qui veulent maintenir la retraite à 60 ans d'être, eux, des « dogmatiques ».

On ne s'étonnera donc pas que DSK ait approuvé les réformes de Sarkozy sur la retraite.

On ne s'étonnera pas non plus que la perspective d'une candidature Strauss-Kahn soit particulièrement bien perçue par le patronat : doté d'une stature internationale, offrant, vu ses fonctions actuelles, toutes les garanties, il constitue le successeur idéal d'un Sarkozy quelque peu dévalué. Par ailleurs, rien de tel qu'un « socialiste » pour faire passer la réforme sur les retraites, pour mettre un peu de baume sur les plaies provoquées par les coups de hache du gouvernement Sarkozy-Fillon.

E. R.

Météo syndicale

« **L'ANNONCE** *par le président de la République et le gouvernement de la mise en place d'une prime est une manière de reconnaître qu'il y a un problème de pouvoir d'achat. Du coup tout le monde en parle et il vaut mieux parler de cela que des questions d'immigration qui peuvent vite conduire à des commentaires nauséeux. Mais en parler ne suffit pas à régler le problème surtout dans le cas présent. La prime en question pose plus de difficultés qu'elle n'en résoud. Prime obligatoire ? Elle le serait dans des conditions à négocier dans les entreprises de plus de 50 salariés où il existe des dividendes versés aux actionnaires qui augmenteraient d'une année sur l'autre !* » Ainsi Jean-Claude Mailly, secrétaire de Force Ouvrière, mettait-il son grain de sel dans son édito du 17 avril.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts et le miroir aux alouettes a été dénoncé tous azimuts. Entre-temps, il y a eu les défilés du Premier Mai qui furent plus qu'éparpillés, disons carrément pas à la hauteur des espérances.

Comme ça François Chérèque, secrétaire de la CFDT pouvait répéter à l'envi dans la manif parisienne : « *Le syndicalisme c'est pas descendre dans la rue mais signer des accords.* » Ce n'est pas entièrement faux mais plus qu'incomplet ! Avec Force Ouvrière le matin jusqu'au Père-Lachaise et Bernard Thibault « retenu » par un lumbago, on aura fait le tour…

« *Je suis un délégué, un militant, je ne suis pas un délinquant, je ne suis pas un criminel.* » C'est ce qu'avait dit Xavier Mathieu, l'ex-porte-parole des Continental après son refus de se soumettre aux tests ADN. La semaine dernière, il a été convoqué au tribunal correctionnel de Compiègne. Un mois de prison avec sursis a été requis. On y reviendra. « *Non à la criminalisation des luttes.* » était inscrit sur la banderole.

Mercredi 4 mai, un inspecteur du travail s'est suicidé dans les locaux de la direction générale du travail en se jetant du cinquième étage. Secrétaire général de SNUTEFE-FSU, Luc Béal-Ramaldy était impliqué dans le mouvement des sans-papiers. L'ambiance dans son ministère, son malaise face aux restructurations l'ont emporté sur la raison de vivre…

À la SNCF, il y a eu deux suicides en quinze jours. Un sur le chantier de Corbeil-Essonnes, un second à Granville dans la Manche. Toujours les conditions de travail, les mutations forcées. Comme on dit au niveau syndical « *les directions sont en responsabilité* ».

Toujours à la SNCF, ce qu'on appelle « *l'affaire des vigiles* » est devant la justice. Il s'agit de travail au noir de sans-papiers pour le gardiennage. Onze entreprises sous-traitantes ont donc comparu devant le tribunal de grande instance de Paris pour « *délit de travail dissimulé par dissimulation d'activité en minorant les déclarations sociales* » et « *absence de déclaration préalable à l'embauche* ». Le syndicat Sud-Rail a été partie prenante depuis 2008 de la dénonciation de ces « *agissements* ». La machine a été vaincue pour un temps. Le jugement a été mis en délibéré au 29 juin. Le ministère public a requis des peines allant jusqu'à six mois d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende. Mais quid des cotisations à l'Urssaf ? Affaire à suivre et pas seulement pour la jurisprudence !

Quand on a deux casquettes on aurait tort de se gêner. Xavier Bertrand, ministre du Travail est aussi maire de Saint-Quentin dans l'Aisne. Il vient simplement de tout mettre en branle pour expulser l'union départementale CGT de l'Aisne et l'union locale de Saint-Quentin des locaux que la ville leur a attribués depuis des lustres en leur proposant des choses inadéquates. Il aurait même demandé un avis d'expulsion sans attendre la décision de justice en appel. Pour un syndicalisme indépendant de l'État et des partis !

Loulou Barbesois

À bas la calotte d'État

Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, etc. Le 1er mai a été entaché par la présence au Vatican, lors de la béatification de Parkinson II, de trois ministres d'une République qui se prétend encore laïque. François Fillon, Claude Guéant et Alain Juppé avaient fait ce pieux déplacement. Toute honte bue, ces trois éminences venaient de faire allégeance à la papauté, oubliant la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.

Ce 1er mai, sur France 2, il était possible de voir Mme Fillon exécuter une belle révérence à Benoît XVI, sous le regard obséquieux de son Premier ministre de mari. Depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, rien n'a été épargné pour évoquer les racines chrétiennes de la France. Le président d'une République qui se voudrait confite en dévotion, n'a eu de cesse de nous ramener sur les chemins de l'église catholique. Particulièrement à l'occasion du discours de Latran, en 2007, lorsque le petit Nicolas martelait que le curé était plus important que l'instituteur pour l'éducation des petits Français. De même, très récemment, comme en de nombreuses autres situations, le président qui se voudrait en odeur de sainteté, faisait le signe de croix, de façon très visible, au Puy-en-Velay.

De retour de leur pèlerinage du déshonneur, nos trois Rois mages nous ont confirmé de bonnes nouvelles : répression accrue contre les sans-papiers, augmentation du travail précaire, instauration d'une société de plus en plus autoritaire. Dans le même temps, il y a cette volonté de nous convaincre que la religion est… l'eau de rose des peuples !

Maurice Rajsfus

Quand l'autruche éternue…

Martin Circus ou les Rubettes ?

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? J'ai tenté, cette semaine, une expérience extrême. Pour toi lecteur, pour toi lectrice, à seule fin de rassasier ton appétit sans faim pour les gourgandineries et palinodies de palais, j'ai : lu *L'Express*. Eh oui. Pratiquement de bout en bout, et comme on traverse un désert – une fois qu'on est dans le sable, reste, n'est-ce pas, à s'y enfoncer. Mais j'ai mon excuse, toute trouvée : c'est que Nicolas Sarkozy s'y exprimait, et sur 10 pages s'il vous plaît ! Pour dire quoi ? Peu de choses. Une fois retranchées de cette logorrhée les subtilités fausses et absurdités en trompe-l'œil du genre « *si je doute beaucoup, je redoute assez peu* » – pauvre formule sûrement piquée à Charles Maurras ou à Daudet – pas Alphonse, l'autre, le Léon ; une fois, donc, mises de côté les simagrées simiesques du mâle dominant les jardins de l'Élysée – parterres, dit-on, mièvres et médiocres, aux pâles allures de Jardiland –, que sauver de cet amas de mots ? Ceci, peut-être, qui signe l'homme et le livre, comme pieds et poings liés, à la plus saine des vindictes : « *Plus le temps passe, plus je me sens indépendant de mes amitiés, de mes fidélités.* » Étrange aveu en vérité, que celui d'un petit monsieur ayant ainsi choisi comme conduite la tromperie, la duperie et, pour le moins, la solitude. N'est pas Chateaubriand qui veut : le temps, c'est certain mon gars, passe, mais comme disait Brassens « *il ne fait rien à l'affaire, quand on est…* » Tais-toi donc, autruchon, claque ton bec, enfin ! paraît que désormais traiter de gros con le chef de l'État serait passible de poursuites. Donc, nous l'affirmons : Sarkozy n'est pas gros. « *Président de la République, cela s'apprend à chaque minute. C'est si difficile, et si grave* », confie le maigrichon au final d'une interview longue comme un jour sans ecsta. Oui, nous sommes d'accord : c'est grave.

Grave aussi lorsqu'à Gravelines, devant un public de convaincus – en un mot comme en deux, selon –, le même Sarko lâche que « *ceux qui veulent sortir du nucléaire, est-ce qu'ils expliqueront aux Français que l'électricité leur coûtera quatre fois plus cher, et est-ce qu'ils sont prêts à trouver les 45 milliards d'euros pour compenser ?* » Ils y sont d'autant moins prêts que, renseignements pris, ces chiffres sont purement et débonnairement bidonnés. Peu importe, ça enchaîne dans la bêtise, ça nous martèle qu'« *on n'a pas le droit de jouer sur des peurs moyenâgeuses pour remettre en cause des choix qui font la puissance de notre pays* ». À notre connaissance, Fukushima n'est pourtant pas une de ces bourgades médiévales au charme légèrement désuet, pas plus que Tchernobyl ne fut le nom d'un tournoi de chevalerie d'antan. Mais une fois encore, qu'importe. Au point où il en est de décrédibilité crasse, Sarko pense pouvoir se permettre de dire à peu près nawak, parce qu'il croit qu'on ne l'écoute pas.

Grave, également, sa greluche, tentant pour une fois de faire peuple plutôt que people. Elle campait, en pied, dans Le Parisien-le-journal-qui-vous-veut-que-du-bien. « *Je ne suis plus du tout, du tout, de gauche* », avouait Bruni, laquelle, en 2007, avait pourtant voté Royal : c'est dire comme elle était de gauche. Maintenant, promis, c'est fini : « *Je suis ultra-sarkozyste* », assène madame Sarkozy. Elle nous confie aussi que personnellement elle aimerait bien que Téléphone se reforme, « *Allez-y, revenez, on vous attend !* » Tout un programme… Quelle horreur, quand on y songe, et quel goût de chiottes aussi : Téléphone, reformé ? Et pourquoi pas, tant qu'on y est, Martin Circus ou les Rubettes ? « *Je suis égoïste, comme tout le monde* », admet ensuite l'ex-femme de gauche. Comme tout le monde ? C'est-à-dire ?

Mais laissons de côté le monde vu par Carla Bruni, et revenons aux choses sérieuses avec des gens, eux, très sérieux : Mélenchon et Besancenot. Ils se sont rencontrés, ils se sont parlés. Se sont-ils, par la suite, aimés ? On ne sait, et on s'en cogne. On s'en tamponne à fond, d'autant qu'une nouvelle de la plus haute importance vient de tomber, à l'instant, sur nos téléscripteurs : finalement, Ben Laden ne sera pas candidat aux prochaines présidentielles.

Frédo Ladrisse

Brèves de combat

Wilkomen, Bienvenue, Welcome !

L'évacuation d'un immeuble du nord de Paris, occupé par une centaine de jeunes migrants du Collectif des Tunisiens de Lampedusa à Paris, a eu lieu après deux jours seulement d'occupation. Une vingtaine de soutiens, dont un camarade du groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste, ont été embarqués vers différents commissariats et les jeunes Tunisiens emmenés sous haute surveillance vers des centres de rétention. Conséquence directe de la pression de Sarkozy sur la Commission européenne, qui a proposé une plus grande latitude pour rétablir les contrôles aux frontières nationales au sein de l'espace Schengen afin de contrer l'arrivée de migrants tunisiens passés par l'Italie ?

L'incarcération des sans-papiers est désormais illégale !

Une décision de la cour de justice de l'Union européenne devra s'appliquer en France. Théoriquement, il n'est plus possible, depuis jeudi 28 avril, d'emprisonner un étranger au seul motif qu'il est en situation irrégulière. Il peut toujours être placé en centre de rétention en attendant son éloignement, mais plus en prison, même s'il n'a pas obéi à un ordre de quitter le territoire. Or, depuis 1938 (!), le gouvernement français incarcère les sans-papiers. La décision étant d'application immédiate, les étrangers qui purgent une peine pour séjour irrégulier sont donc aujourd'hui détenus arbitrairement.

Manif pour les malades immigrés

Les associations Aides et Act-Up se sont rassemblées devant le Sénat, à Paris. Elles protestent contre le projet de loi du gouvernement français qui entend restreindre le droit de séjour des immigrés malades en situation irrégulière. « *Malades expulsés, malades assassinés !* », « *l'État condamne à mort 28 000 étrangers malades !* », scandaient les manifestants.

Acharnement

La revue *Les Inrockuptibles* raconte le climat de surveillance et de pressions dans lequel vivent les mis en examen de Tarnac.

Quand la droite revendique la paternité des 35 heures !

La ministre Nathalie Kosciusko-Morizet a estimé que revenir sur les 35 heures, comme le suggère Jean-François Copé et l'aile libérale de l'UMP, reviendrait à « *abandonner un acquis très important du quinquennat de Nicolas Sarkozy* ». C'est pas lui également qui a inventé la Sécurité sociale ?

Le F-Haine nouveau est arrivé ?

Pendant son discours, Marine Le Pen a déclaré : « *Qu'on soit homme, femme, homosexuel ou musulman, on est d'abord français.* » Une petite phrase qui se voulait porteuse de changement, mais est en contradiction avec le programme du F-Haine qui prône la préférence nationale. Nationalité qui, pour le FN, passe par une remise en cause du droit du sol et privilégie le droit du sang.

En Biélorussie, on ne plaisante pas avec Tchernobyl

Tandis que pour la seconde fois dans la journée, des militants antinucléaires distribuaient des tracts à Minsk, deux véhicules de flics en civil sont arrivés brusquement, accompagnés d'un véhicule servant au transfert de prisonniers. Les douze activistes présents (cinq Biélorusses, six Allemands et une Polonaise) ont été brutalement plaqués au sol puis arrêtés. Tchernobyl, classé secret d'État ?

Nouveau crime homophobe

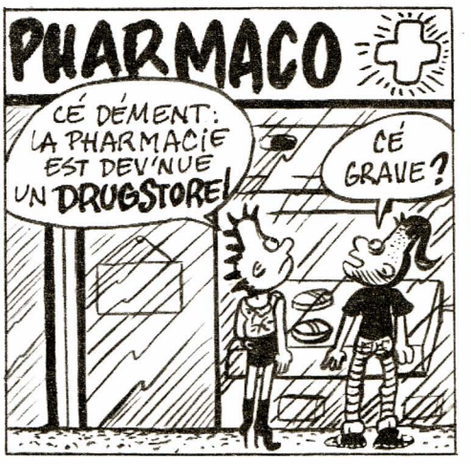
La haine homophobe a fait une nouvelle victime en Afrique du Sud. Le 23 avril, Noxola Nogwaza, une jeune lesbienne noire, a été violée puis assassinée dans un *township* près de Johannesburg. Pendant que le gouvernement sud-africain tarde toujours à prendre position contre ces crimes de haine…

La Halde condamnée à mort

La Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), qui commençait à agacer les dirigeants politiques, a été dissoute sous sa forme originale pour être intégrée à une nouvelle autorité administrative : le Défenseur des droits. Pour SOS homophobie, ce démantèlement de la Halde est plus qu'une erreur : une décision politique dommageable pour les citoyennes et citoyens français qui, toutes et tous, peuvent à un moment de leur vie être l'objet d'une discrimination, que ce soit à cause de leur âge, leur sexe, leur origine ou leur orientation sexuelle.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



Homophobie

Le dernier survivant Triangle rose victime des nazis enfin reconnu

Rudolf Brazda, Mulhousien de 97 ans, est le dernier survivant connu au monde des Triangles roses (en allemand : « Rosa Winkel »), ces homosexuels qui ont été déportés par les nazis pour leurs tendances sexuelles. C'est avec beaucoup d'étonnement (!) qu'il s'est vu remettre le titre de chevalier de la Légion d'honneur. Pour rappel, la mémoire de la déportation homosexuelle est assez récente. En France, les Flamands roses ou le Mémorial de la déportation homosexuelle sont des associations qui ont entamé cette dynamique de mémoire. Actuellement c'est principalement l'association Les Oublié(e)s de la mémoire qui œuvre pour la connaissance et la reconnaissance de cette mémoire. Cette association a notamment obtenu en février 2008 qu'une rue de Toulouse porte le nom de Pierre Seel. Il était le seul Français à avoir obtenu le titre de déporté à la suite de la répression de l'homosexualité par le régime nazi en Alsace annexée. À l'heure actuelle, le seul survivant connu de cette déportation est donc Rudolf Brazda. Ce dernier a longtemps pensé que son histoire n'intéresserait personne ! À tel point que Rudolf n'a révélé son expérience qu'il y a trois ans à peine. Jusqu'en 2003, ce couvreur vivait avec son compagnon, Edi, mort cette année-là, dans le plus parfait anonymat. Une vie paisible qu'il revendique aujourd'hui comme un symbole de résistance au nazisme : « *Vivre heureux comme je l'ai fait est pour moi un pied de nez à Hitler et sa bande de chiens* », a-t-il confié au président de l'association des Oubliés de la Mémoire. Rudolf Brazda est né en 1913 à Brossen, en Allemagne. Huitième enfant d'une famille de mineurs venus de Bohème (Tchéquie), il a vécu tranquillement son homosexualité dans la région de Leipzig, jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933. Mais son orientation sexuelle viole le paragraphe 175 du code pénal allemand, ce qui lui vaut d'être condamné à six mois de prison en 1937 puis d'être expulsé en Tchécoslovaquie. Le IIIe Reich le rattrape dès l'année suivante avec l'annexion de la région germanophone des Sudètes. En 1942, après un long périple carcéral, il est déporté. Il survit, rencontre Fernand, un communiste français avec lequel il se lie et qu'il suivra à la Libération en Alsace. Une région qu'il ne quittera plus et où il rencontre Edi, originaire de l'actuelle Serbie. En 1960, Rudolf, apatride, est naturalisé français mais continue de ne s'exprimer qu'en allemand, sa langue maternelle avec le tchèque : « *Si l'on devait revenir aux nazis, il ne faudrait plus que les gens se laissent faire comme cela a été le cas à l'époque. Il faudra se révolter avant qu'il ne soit trop tard* », tout à fait conscient de son optimisme quand il prétend qu'avec les avancées de l'Union européenne, « *on est aujourd'hui davantage à l'abri* ». Un avis que nous ne partageons malheureusement pas : il suffit de lire les brèves et articles consacrés à l'homophobie qui courent malheureusement trop souvent dans nos colonnes pour nous en convaincre !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

À propos d'un anniversaire

De la chasse active aux Juifs à la traque aux sans-papiers

Maurice Rajsfus

Il n'est pas possible d'évoquer les années noires de l'occupation nazie, et du régime de Vichy, sans rappeler les mauvaises manières policières de l'immédiat avant-guerre, tout comme celles d'un présent pour le moins inquiétant. En décembre 1938, alors que la République espagnole était à l'agonie, un ministre de l'Intérieur de la IIIe République, Albert Sarrault, martelait : « Il faut purger la France de la tourbe étrangère ! ». En mars 2011, un autre ministre de l'Intérieur de la République, Claude Guéant, affirmait tranquillement que, « suite à une immigration mal contrôlée, les Français ne se sentent plus chez eux ! ». Dans l'un et l'autre cas, le rejet de l'étranger avait pour volonté de fédérer les haines et les rancœurs face à une situation économique et sociale de plus en plus préoccupante.

Le régime de Vichy comme modèle ?

Entre ces deux périodes, il y a eu cette horreur qui ne peut être comparée à aucune autre. Il n'est pas inutile de noter que les premières lois xénophobes et racistes, édictées par le pouvoir de Vichy, dès le mois de juillet 1940, n'avaient pas autrement ému ce qu'il est convenu de désigner comme la « France profonde ». Les responsables de la défaite ne pouvaient être que ces étrangers qui encombraient la France depuis de trop longues années, et c'était une excellente initiative de tenter de s'en débarrasser. Bon vent à ces métèques qui n'avaient pas été invités, et pouvaient retourner d'où ils venaient. Faute de quoi il était possible de les mettre à l'ombre, pour la plus grande tranquillité des Français de bonne origine.

Très rapidement, en septembre 1940, il y avait eu cette loi sur « *les étrangers en surnombre dans l'économie française* », qui paraissait naturelle à ceux qui adoraient Pétain, sauveur de la patrie en déroute. Dans le même temps, la suspicion était jetée sur les enfants d'étrangers qui ne pouvaient plus postuler aux emplois de la fonction publique. Viendra ensuite une mesure de salubrité publique ; la dénaturalisation des Juifs d'Algérie, désormais réduits au statut de l'indigénat.

En zone occupée, comme si elles avaient été orchestrées, des lois françaises, depuis Vichy, et des ordonnances nazies, promulguées à Paris, avaient désormais les Juifs pour cibles. Déclaration obligatoire de l'origine dans les commissariats de police, ce qui préludait au fichage et à l'apposition du cachet « juif » sur les cartes d'identité ou les permis de séjour. C'était le 29 septembre 1940. Quelques jours plus tard, le 3 octobre, allait suivre le statut des Juifs de France, avec de nombreux interdits professionnels. Viendront ensuite un certain nombre de mesures vexatoires : interdiction de posséder un poste de TSF (radio), de disposer du téléphone, précédant l'instauration d'un couvre-feu, entre 20 heures et 6 heures du matin. Ces mesures n'étonnant pas vraiment ceux qui n'étaient pas visés.

C'était il y a soixante-dix ans

Viendront bientôt les arrestations de masse, exclusivement à Paris où nos policiers, anciennement républicains, ne tarderont pas à s'illustrer. Le 14 mai 1941, près de 3 000 Juifs étrangers seront interpellés dans les commissariats où ils avaient été convoqués, « pour affaire vous concernant ». Il en ira de même les 20 et 21 août 1941 avec, après a rafle en vraie grandeur de près de 5 000 Juifs dans les 11e et 4e arrondissements de Paris, l'ouverture du camp de Drancy, dans la banlieue nord de Paris. Les victimes de cette rafle étant mises sous haute surveillance de la police et de la gendarmerie françaises. Cela ne devait pas émouvoir les foules, tandis que la presse de la collaboration se félicitait vivement de cette épuration ethnique devenue indispensable.

C'était il y a soixante-dix ans !

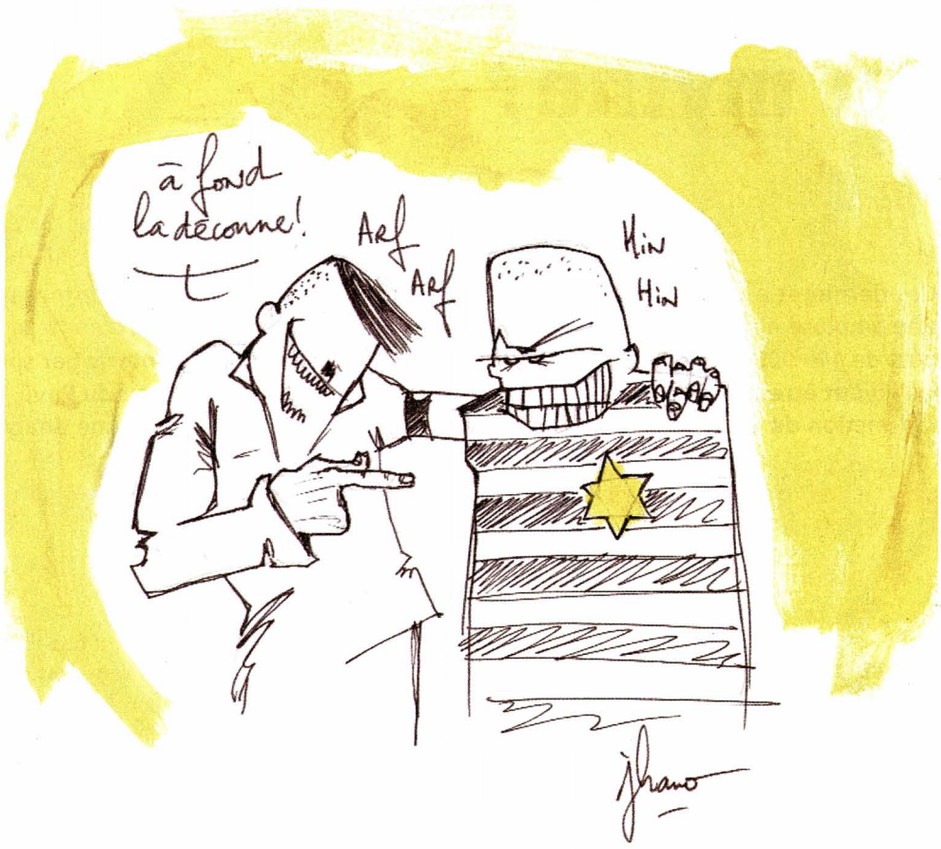
Bien sûr, une fois encore, il ne peut être question de faire quelque amalgame que ce soit avec la période présente, mais il y a quand même lieu de s'interroger sur l'existence, au pays des droits de l'homme et du feu droit d'asile, d'une trentaine de centres de rétention administrative. Dans ces lieux de non-droit sont odieusement « retenus » des hommes, des femmes, et même des enfants en bas âge, dont l'unique délit est d'être démunis de papiers d'identité. De ces centres, qui ressemblent à d'authentiques prisons, où l'on traite les parias comme des criminels de droit commun, ceux qui nous gouvernent se félicitent d'expulser environ 30 000 étrangers chaque année. Au risque de devoir insister, il n'y a évidemment pas de comparaison possible avec cette période où la France était soumise à la botte nazie, la soldatesque des miliciens et les partis fascistes triomphants. Il n'en reste pas moins que nous sommes censés vivre dans un pays démocratique où les libertés fondamentales ne seraient pas menacées. Pas de panique, braves gens. La République ne fait que se séparer de ces étrangers qui auraient mieux fait de rester chez eux.

De l'ignominie à l'horreur

Au fils des mois, la situation de ceux qui ont été mis au ban du pays ne fera que se détériorer, et les missions de nos policiers français deviendront de plus en plus précises. En juin 1942, la marginalisation des Juifs ne connaissant plus de limite, une ordonnance nazie décide qu'ils seront marqués, afin de pouvoir les distinguer parmi la population. À partir du 7 juin, il leur faudra, dès l'âge de 6 ans, être décorés de cette abominable étoile jaune qui leur sera délivrée par la police française. Suivra le 9 juillet 1942, l'interdiction de paraître dans de nombreux lieux publics ainsi décorés. La police française, chargée de faire respecter ces édits, y mettra un zèle digne de tous les éloges, y compris lorsque parmi ces interdits et obligations va figurer une dernière ignominie : dans le métro, les Juifs ne peuvent voyager que dans le wagon de queue. Tout comme nos policiers de 2011 veillent aux portillons du métro en espérant y « choper » un sans-papiers, ceux de 1942 ne dédaignent jamais d'interpeller les imprudents qui se seraient risqués à négliger la loi nazie.

En période troublée, les esprits le sont également. Il convient donc de rappeler que, tout au long de la mise en place de ces mesures répressives, l'Église catholique, à

l'image de la grande masse des Français, n'émettra jamais la moindre protestation officielle. Pas plus lors de la promulgation du statut des Juifs, que de l'obligation qui leur était faite, en zone occupée, de porter l'étoile jaune. La réaction indignée de quelques rares prélats ne se fera entendre qu'après les rafles effectuées en zone non occupée, au cours de la seconde quinzaine d'août 1942. Comment s'étonner de ce long silence si l'on veut ignorer que l'Église catholique, à l'image de la grande masse des Français, n'émettra jamais la moindre protestation officielle. Comment s'étonner de ce long silence si l'on veut ignorer que l'Église catholique, à cette époque, jouait son rôle de police de l'ordre moral, sous l'égide du régime de Vichy qui accordait toute sa bienveillance à un enseignement libre où l'on ne cessait d'encenser cet ordre nouveau tout à la dévotion de l'Allemagne hitlérienne.



La rafle du Vel'd'Hiv' : un crime contre l'humanité !

Dans la zone occupée par les nazis, la police française tenait le haut du pavé. Les fonctionnaires d'autorité, qui arboraient fièrement la francisque de Pétain sur leur vareuse, veillaient avec l'attention de geôliers sur une population apeurée. Dans la région parisienne, des milliers de familles vivaient dans l'anxiété depuis les arrestations du printemps et de l'été 1941. Il y avait cette certitude que cela ne tarderait pas à recommencer. Les rumeurs constantes ne pouvaient qu'alimenter cette crainte. Déjà 10 000 hommes avaient été arrêtés, en 1941, et certains d'entre eux déportés, « pour le travail ».

La rafle du 16 juillet 1942, dite « rafle du Vel'd'Hiv' », allait représenter une nouvelle étape de la barbarie raciste. Avec comme maîtres d'œuvre des policiers français, chargés cette fois non seulement de rafler des hommes mais également des femmes et des enfants en bas âge, des vieillards grabataires, des malades, et des même des aveugles. Tout était bon pour faire du chiffre. Les nazis n'avaient pas demandé que soient arrêtés les enfants, presque tous français alors que la rafle n'aurait dû concerner que des étrangers. Un mois plus tard, il faudra toute l'insistance du secrétaire général à la Police de Vichy, René Bousquet, pour que les services du SS Adolf Eichman finissent par accepter que les enfants soient déportés à leur tour, alors que leurs parents avaient déjà disparu dans l'enfer d'Auschwitz.

L'inhumanité de cette rafle, effectuée – comme celles de 1941, et comme le seront les rafles de l'automne 1942, de février 1943 – par les seuls policiers et gendarmes français, n'est plus à démontrer. Les témoignage ont été nombreux de cette brutalité, physique et morale, de nos forces de l'ordre qui ne se risqueront que très rarement à remettre en cause les consignes émanant de la Gestapo. Y ajoutant même suffisamment de zèle pour ne pas paraître contre-performants. Si, à cette époque, il y avait eu le moindre esprit de résistance dans la police française contre les tâches répressives qui lui était confiées, d'excellents témoins de moralité n'auraient pas manqué de nous le faire savoir.

Ni responsables, ni coupables !

La Libération venue, quelques rares policiers de haut rang, très actifs au sein des services de la Gestapo française ou à la Spac (police anticommuniste), seront rapidement jugés, et quelques-uns d'entre eux exécutés. (Peut-être pour que ces salauds n'aient pas le temps de « balancer » certains de leurs collègues tout aussi « mouillés » qu'ils avaient pu l'être eux-mêmes.) Il en ira différemment pour le corps policier dans son ensemble – même pour les plus impliqués parmi les plus actifs à tous les niveaux de l'institution policière, qui seront rapidement réintégrés après quelques années de purgatoire. Il ne faut pas oublier que René Bousquet, grand organisateur des rafles dans les deux zones, traduit devant la Haute cour de justice, sera finalement acquitté. Il en ira de même du commissaire Jean François, directeur de la police générale, et à ce titre responsable des camps d'internement, qui ne sera jamais inquiété.

Mieux, si l'on peut dire, le 14 octobre 1944, deux mois après la Libération de Paris, le général de Gaulle décorera de la fourragère rouge l'ensemble du corps de police parisien. C'est-à-dire, parmi ces policiers qui s'étaient illustrés à la 25e heure, le 19 août 1944 en prenant la préfecture de police, ceux qui, sans défaillir, avaient participé aux rafles ordonnées par les nazis. Jusqu'alors coupables, ils n'étaient même plus responsables puisque le « *libérateur de la patrie* » leur rendait une honorabilité perdue. Comme il y a une morale à cette histoire répressive, les plus jeunes de ces défenseurs de l'ordre public, au terme d'une carrière bien remplie, se distingueront peut-être lors de la répression sanglante contre les Algériens de Paris, le 17 octobre 1961, ou même au plus fort du matraquage et du gazage des étudiants, en mai et juin 1968.

Il serait contre-productif de simplement se lamenter sans tirer de leçons d'une histoire dont on aimerait qu'elle ne puisse se reproduire. Au-delà d'Auschwitz et des camps d'extermination nazis, il faut bien constater que la tentation est toujours présente de marginaliser d'autres exclus et, dans le meilleur des cas, de les inciter à aller voir ailleurs. Là où les libertés fondamentales ne sont pas plus en péril qu'au pays des droits de l'homme.

M. R.

L'éducation populaire, un mythe?

Ces dernières années cette activité traditionnelle déjà ancienne, dont Internet est devenu un des haut-parleurs, a pris une ampleur nouvelle. L'association coopérative Le Pavé en apparaît comme le navire amiral. Google, interrogé, indique plus de 140 000 résultats. C'est dire que l'on peut être amené à s'interroger sur ce renouveau. Un site web aussi radical qu'il veut être que celui intitulé *Jura libertaire* offre à la tête de pont du Pavé, Frank Lepage, une tribune, sans discuter la fonction de ce bateleur doué et percutant. Tentons de notre côté une analyse actualisée.

Pierre Sommermeyer

De toute éternité la connaissance est une exigence humaine. Elle a partie liée avec les notions du bien et du mal. Dans la tradition judéo-chrétienne, elle apparaît dès le début du récit biblique avec l'arbre du bien et du mal, l'arbre de la connaissance en relation avec la recherche d'autonomie d'Adam et Ève. Nul ne pourra remettre en cause le fait que la connaissance s'acquiert à la fois par la transmission du savoir, c'est-à-dire l'éducation, et par l'expérimentation personnelle. De tout temps le savoir a été reconnu comme à la fois un outil de pouvoir et de libération. La notion d'éducation «populaire» est, elle, particulièrement récente. Elle est contemporaine de celle d'enseignement obligatoire chère à Jules Ferry. L'adjonction du terme «populaire» est la prise de conscience qu'il y avait une éducation pour les riches et une autre pour les pauvres que l'on appelait alors « le peuple », la «populace ».

C'est l'époque où sous les coups de la révolution industrielle une nouvelle classe sociale voit le jour, celle qui selon les traditions prendra le nom de classe ouvrière ou de prolétariat. C'est dans la mesure où cette nouvelle entité s'organise qu'apparaît la nécessité de se former aux nouveaux défis que présente une société en complet changement. Des écoles parallèles vont alors naître partout en Europe. En France, le mouvement ouvrier qui s'organise autour des Bourses du travail proclame qu'il est nécessaire de se former et de lutter. L'un ne va pas sans l'autre. L'un de ses leaders, Fernand Pelloutier, dans un texte resté célèbre, l'exprimera mieux que tout autre: «*Actuellement, notre situation dans le monde socialiste est celle-ci: proscrits du Parti parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas, des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même.*»

Les partis ouvriers vont très rapidement mettre en place des «écoles du parti» qui sous prétexte de formation des militants procéderont essentiellement à leur formatage. Il arrivera dans certains pays comme en Allemagne que les contestataires de la ligne officielle seront «promus/mutés» dans ces écoles pour ne plus être dans les pattes des leaders. Mais nulle part comme en Espagne les prolétaires eux-mêmes ne prendront en main leur propre nécessité de formation. Cela va être la période des «athénées» libertaires qui vont marquer durablement la pensée anarchiste. Ces lieux de formations seront en même temps des lieux de réflexion et de liaison sur les combats en cours jusqu'à la défaite de la révolution espagnole. En France, après la Première Guerre mondiale et le reflux du syndicalisme d'inspiration libertaire, ce sont les partis dits ouvriers qui prendront le relais. Les milieux catholiques, progressistes ou pas, tailleront leur part dans ce qui est au fond un travail de formation permanente. Une des plus belles créations de ces courants sera le mouvement des auberges de jeunesse qui seront alors autre chose que des hôtels à bon marché. La Seconde Guerre mondiale sonne l'arrêt de ces efforts. Mais c'est encore d'une de ces écoles, celle d'Uriage, dans l'Isère, que partira un grand mouvement de résistance aux nazis. Dès la fin de la guerre, dans l'effort collectif pour reconstruire la France (cocorico!), les mouvements d'éducation populaire redonnent de la voix. Pour s'en persuader il suffit de regarder l'évolution des clubs Léo Lagrange, émanation du Parti socialiste, qui d'une simple association se transforma en «employeur de l'économie sociale». Il s'agissait toujours

sous une forme ou sous une autre de pallier le manque de formation académique des individus des classes populaires.

Le changement

À partir de 1968, ce courant tend à diminuer si ce n'est à disparaître. Une des activités les plus médiatiques, les ciné-clubs, qui furent les lieux où se formèrent tant et tant de cinéphiles, fermèrent les uns après les autres, vaincus par la télévision. Disparurent ainsi les lieux où des opinions pouvaient se former, s'opposer, s'écharper, souvent au profit du repli sur soi et du gavage télévisuel. Simultanément, l'accès à l'instruction se démocratisa.

Parler de démocratisation dans ce cas est un excès de langage. La révolution industrielle étant dans une nouvelle période caractérisée par une technicisation de plus en plus grande de sa production et le début de l'informatisation à tout va, il lui fallait une main-d'œuvre apte à comprendre ces nouveaux processus et donc mieux formée. La durée de scolarité fut allongée et le passage au lycée fut facilité. Puis survint la décision d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Toutes ces modifications dans l'instruction publique eurent des conséquences profondes dans la formation des militants. Il y eut dans un premier temps l'inversion des proportions des «éduqués» par rapport aux ouvriers. Ces derniers devinrent minoritaires et souvent même disparurent des groupes politiques, conséquence aussi d'être le plus souvent ouvriers et habitants dans un «quartier», et qui explique la disparition de ces militants de ces organisations.

Ce nouveau rapport à l'éducation révèle une des raisons liées à la mise en sommeil des structures d'éducation populaire. Les appareils de formation n'ont jamais été aussi nombreux, à tel point que les organismes de formation permanente sont devenus des pompes à fric sans égales. D'autre part, la pseudo-démocratisation de l'enseignement, public comme privé, a eu un effet joint dans la croissance du corps enseignant. Il représente environ 4 % de la population active française. Ce corps a hérité d'une tradition de syndicalisme très forte, mais simultanément il a abandonné la mission de transmission de l'idéologie issue de la IIIe République, et son statut social s'est estompé sous les coups de la transformation et du déclassement des classes moyennes.

L'allongement de fait (au-delà de 16 ans) de la durée d'éducation a une conséquence négative qui est de faire de ceux qui n'arrivent pas au baccalauréat des individus en échec et non des bénéficiaires de choix alternatifs. Tous ceux qui sont passés par l'institution éducative ont développé peu ou prou une allergie au processus éducatif qu'ils lient à la sanction de la note. Ils ont du coup l'impression, fausse de notre point de vue, qu'ils n'ont plus ni envie ni besoin de se former. En conséquence, il n'existe pas de façon générale un besoin d'apprendre, la formation acquise dans la structure académique est considérée comme suffisante par la majorité de ceux qui l'ont subie. Par ailleurs, apparaît la prise de conscience de la dimension viciée de l'instruction publique, du remplacement du principe de formation par une tendance à formater les individus afin de les faire intégrer, soit comme producteur soit comme chômeur,le monde du capital et de l'État. D'un autre côté la crise de l'emploi de gens qui avaient une formation dite supérieure a créé une frange de personnes avec un réel bagage universitaire qui, sans travail, sont à la recherche d'emploi sur la marge.

On est donc dans une situation complètement nouvelle : un mouvement ouvrier en animation suspendue si ce n'est en coma dépassé, une population bénéficiant d'une instruction d'un niveau jamais acquis auparavant et des formateurs potentiels au chômage. On peut déplorer que le mouvement ouvrier ou quelqu' autre nom que l'on puisse lui donner n'ait plus de projet contestataire du système en place, je n'ose dire révolutionnaire. On peut trouver déplorable que, lié à l'instruction officielle, ne se soit pas greffé dessus un sens de la critique comme de l'autocritique aigu. On peut trouver comique que des enseignants potentiels n'aient pas d'autres envies que de l'être, incapables d'aller faire autre chose. On peut se plaindre encore et encore. Et pourtant, la fonction historique de ces enseignants parallèles ne serait-elle pas d'insuffler l'idée à tous ces instruits plus ou moins jeunes que ce qu'ils savent n'est ,non seulement d'aucune utilité pour se battre pour un autre monde, mais en plus que ce savoir acquis porte en lui le monde actuel. Il faudrait probablement que ces enseignants potentiels rompent avec la vieille idée d'éducation populaire et montrent et démontrent qu'il n'y a d'enseignement qui vaille que produit par la lutte et pour la lutte. Mais au fond ne sont-ils pas tous seulement produits par la réalité, donc la réalité elle-même ?

P.S.

De la France au Mexique, un 1er mai anarchiste

Cortège de la Fédération anarchiste à Paris.

Cortège de la Fédération anarchiste à Paris.

Cortège anarchiste à Mexico

Cortège anarchiste à Mexico

Cortège anarchiste à Mexico

Echos du Mexique en lutte

Entretien avec Raúl, libertaire mexicain et animateur de la radio Ke Huelga

Guillaume : Peux-tu te présenter rapidement à nos lecteurs ?

Raúl : Je suis Raúl, je suis Mexicain et de passage à Paris. Je participe à une radio libre qui s'appelle Ke Huelga [« quelle grève ! »]. C'est une radio qui est née pendant les grèves étudiantes en 1999 et qui depuis émet sur les fréquences modulées et aussi sur Internet. Sinon, je travaille à l'Université nationale.

Guillaume : Parle-nous un peu plus de la radio Ke Huelga ? Tu disais qu'elle était née pendant un mouvement de grève, quelle était l'idée d'origine ? Pourquoi une radio libre ?

Raúl : Comme ici, voire peut-être même plus qu'ici, les grands médias, les médias « commerciaux » comme on dit, sont un monopole fermé qui n'aborde presque jamais les luttes sociales, ou alors pour les criminaliser. Donc, quand la grève a commencé, les médias l'ont crucifiée en disant que ce n'était que des fainéants, des non-étudiants qui voulaient kidnapper l'université pour des intérêts qui n'étaient pas universitaires. Tu vois, c'était une campagne assez méchante et mensongère contre la grève étudiante.Du coup, pendant les premiers jours de la grève, un groupe d'ingénieurs a décidé de monter une radio sur la fréquence modulée pour créer un espace d'expression des différentes positions et surtout pour diffuser la voix de l'assemblée générale de la grève pour faire connaître ses initiatives et ses décisions.

Guillaume : Comment s'organise et fonctionne la radio ?

Raúl : Ah, ça c'est intéressant. Nous, on est des générations qui sont nées avec l'activité politique après ou avec le zapatisme. Donc, la première chose qu'on s'est dite c'est qu'on ne voulait pas de l'autorisation ou de la permission de l'État pour émettre. Car, il faut savoir que faire une émission sans autorisation légale, c'est un délit fédéral au Mexique. Il y a des gens qui sont passés en procès avec des peines lourdes pour ça : deux ans de prison et 50 000 pesos d'amende [soit 2 500 euros environ]. Mais, nous, par position de principe, on ne veut pas de la permission de l'État pour faire cette radio. Comme le mouvement indien, on considère que l'on n'a pas besoin de permis pour être libre, pour s'exprimer. Donc, on se prend la liberté et on la travaille comme la terre.

L'autre aspect intéressant de ce projet c'est l'organisation par assemblée. On n'a pas de permanents puisqu'on essaie d'éliminer la présence de l'argent au sein de la radio. Chaque individu, collectif ou groupe qui participe à la radio doit apprendre à gérer et à utiliser tous les outils de la radio. Tu dois apprendre à tout faire. C'est un aspect de l'autogestion auquel on est attaché et qu'on défend comme façon de changer la manière avec laquelle on communique avec les gens. On a une assemblée générale qui décide des affaires les plus importantes de la radio : si on doit changer du matériel, si on doit faire des changements dans la programmation, etc.

Autre aspect important à la radio : être ouvert aux gens qui luttent. C'est comme ça qu'a grandit la radio et qu'elle s'est maintenue : à travers les invitations aux gens qui sont en train de lutter et qui, de temps en temps, prennent un espace, plus ou moins long, pour parler de leurs luttes. Parfois, on a aussi « prêté » notre radio. Par exemple, pour la lutte de l'Appo [Assemblée populaire des peuples de Oaxaca], on s'enchaînait, c'est-à-dire qu'on prenait leur signal et qu'on le retransmettait à Mexico. Mais si on est ouverts, on ne l'est pour autant pas vis-à-vis des partis politiques. Pas question de parler des élections ou de faire de la propagande politique en faveur de tel ou tel candidat. Il y a aussi certaines règles de comportements : pas de propos homophobes, misogynes ou racistes. On ne fait pas non plus l'apologie de la violence.

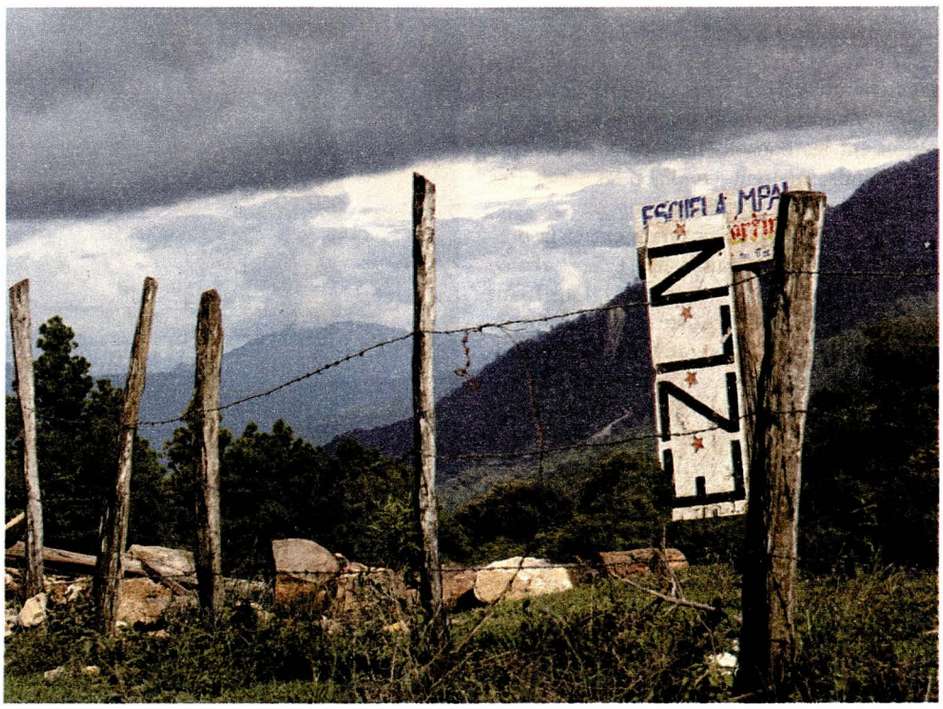
Enfin, on n'a pas non plus de sponsor, on n'émet pas de publicité. Ce qui est une chose rare au Mexique où toutes les radios sont interrompues toutes les trois ou quatre minutes par quatre minutes de publicité ! L'argent, nous, on l'a grâce à des dons, souvent anonymes. On a aussi une approche particulière avec le matériel technique : on n'achète pas les émetteurs, mais on essaie de les fabriquer nous-mêmes, comme on a fait pendant la grève. On a les connaissances et on arrive à avoir une technologie qu'on maîtrise.

Guillaume : Quels sont les différents types d'émission que vous émettez à la Ke Huelga ?

Raúl : On a trois types d'émission. Il y a des émissions qui font une sorte de « revue » avec un espace pour les nouvelles, un autre pour la musique, un autre pour l'agenda militant et une autre pour la discussion et le débat. Ça c'est le type le plus commun chez nous. Sinon, on a aussi des émissions collectives ou individuelles qui sont plus musicales : hardcore, rap, reggae, musique des Balkans, etc. Souvent, ce sont des musiques qu'on n'entend pas sur les autres radios du pays. Et à part ces deux types d'émission, on a des projets sur des thèmes ponctuels, comme l'environnement par exemple. Sinon, moi je participe à un journal radio. On le fait tous les quatre jours et ça passe tous les matins à 8 heures et le soir vers 22 heures. On appelle ça : « communiquer la résistance ». C'est-à-dire qu'on ne parle pas de l'actualité politique nationale, mais des luttes contre le capitalisme, en faveur des travailleurs, etc.

Guillaume : Quel est l'impact populaire de la radio ?

Raúl : Ça c'est la question existentielle ! Moi je suis optimiste, mais j'ai l'impression qu'il y a énormément de personnes qui écoute cette radio, des milliers ou peut-être même



des dizaines de milliers. Elle est devenue après deux années d'émission continue une sorte de phénomène de société. Il m'est arrivé, dans l'autobus ou le métro, d'entendre des gens parler de la radio. Il y en a qui disent : « Tu sais, ces gens de la Ke Huelga, ce sont des cons, ils disent n'importe quoi, ils sont contre tout, ils n'aiment rien, ils ne proposent rien », mais il y en a d'autres qui disent : « Non, c'est formidable, il n'y a pas de publicité ! On peut y entendre de la musique qu'on n'entend nulle part ailleurs ! » On reçoit aussi de plus en plus de messages sur le répondeur qui montrent qu'il y a plein de monde qui écoute la radio. Mais c'est aussi un effet de diffusion : les gens qui luttent savent qu'il faut prendre en compte la Ke Huelga pour s'exprimer. Et puis, à cause de la répression, il y a très peu de radios libres sur la FM, on n'en compte que trois.

Guillaume : Justement, au niveau de la répression, qu'en est-il ? Avez-vous eu des problèmes ? Quelles formes prend-elle ?

Raúl : Faire de la radio libre, c'est un délit fédéral au Mexique. L'État sait où on est et qui on est, surtout que l'université où se trouve le studio a un système de vidéosurveillance. On pense donc qu'il y a une sorte de tolérance vis-à-vis de la radio, surtout parce qu'on ne fait pas de publicité. Parce que ce qui gêne le plus les propriétaires des radios commerciales c'est le fait qu'une autre station radio fasse de la publicité sans payer de taxe et sans permission. L'autre raison de cette tolérance, c'est que nos locaux sont dans l'université, et si l'État y envoie la police pour arrêter l'équipe, ça ferait un scandale national. Mais, l'État nous met des bâtons dans les roues quand même, notamment avec les interférences. Durant nos douze ans d'existence, on y a eu le droit cinq ou sept fois : il met un signal assez puissant pour brouiller notre signal. C'est plutôt ce type de répression. Mais on fait attention. Surtout que le gouvernement de Calderon a changé la loi pour durcir les peines contre les radios libres et les radios pirates (les radios qui passent des publicités sans permission, qui reçoivent de l'argent pour la pub mais qui ne payent pas de taxe [très différentes des radios libres]). Le gouvernement utilise une nouvelle loi : si tu fais une radio sans la permission de l'État, tu affectes les biens nationaux. Tu risques deux ans de prison et 50 000 pesos d'amende, ce qui est très élevé pour nous. On a des copains d'autres radios qui sont déjà passés devant les tribunaux pour cette raison. Il n'y a pas encore la sentence, c'est en cours. Sinon, il y a aussi eu des attaques contre d'autres radios, là c'est carrément la police et les militaires qui arrivent, qui encerclent la radio. Il y a des dizaines de cas comme ça. Après l'attaque, les radios recommencent leurs émissions, mais il faut racheter du matériel, etc. Mais pour l'instant, si je ne me trompe pas, il n'y a pas encore de gens en prison pour ça.

Guillaume : Changement de sujet. Qu'en est-il du mouvement zapatiste aujourd'hui en 2011 ? Quels sont ses points forts, ses limites, ce à quoi il doit faire face, etc. Comment a-t-il évolué depuis 1994 ?

Raúl : Je pense que le mouvement zapatiste a une vertu presque exclusive : le fait de développer une expérience autogestionnaire dans un territoire, à un niveau régional. Aujourd'hui, il y a une grande région qui est « gouvernée » par ce qu'on appelle les « conseils de bons gouvernements », organi-

sés de telle sorte que ces gouvernements ne deviennent pas un autre pouvoir sur les gens et, qu'au contraire, les gens eux-mêmes puissent gouverner leurs affaires. Les communautés nomment leurs représentants qui nomment les conseils municipaux qui, une fois réunis, mettent en place les *juntas* [les conseils de bons gouvernements].

Il y a aussi l'accompagnement et la présence de l'armée zapatiste [EZLN, armée zapatiste de libération nationale]. Ça, il faut le dire, sans armée zapatiste, il n'y aurait pas cette expérience : elle représente une protection armée importante. Je pense que l'armée fédérale prend au sérieux le fait que les zapatistes sont armés et qu'ils n'hésiteront pas à répondre aux agressions. Je pense que, de ce fait, le zapatisme continue à être vivant et à agir. Mais il doit aussi affronter une offensive contre-insurrectionnelle très, très forte. C'est l'opération la plus pointue et la plus dure au Mexique contre la population. Il y a un véritable encerclement militaire : des milliers de soldats sont stationnés autour des communautés zapatistes. L'armée a aussi encerclé la forêt [dans laquelle se trouvent les zapatistes] en construisant des routes et des pistes d'atterrissage pour les avions, qui permettent d'établir un encerclement militaire plus performant. Auparavant, la grande forêt était difficile d'accès, l'armée ne pouvait envoyer que des troupes aéroportées, ce qui était une opération assez vulnérable. Aujourd'hui, on voit [grâce aux routes] des convois militaires qui passent très souvent.

Dans différentes régions, le gouvernement a aussi encouragé les affrontements entre les communautés zapatistes et celles non-zapatistes. C'est une stratégie dans laquelle le gouvernement fédéral et le gouvernement du Chiapas ont investi plein d'argent. Par exemple, avec les projets d'élevage de bétail : ils donnent à une communauté non-zapatiste du bétail, et cette communauté, pour nourrir ces animaux, fait pression sur les communautés zapatistes de sa région pour changer l'utilisation de la terre : ils demandent qu'une partie de la terre ne soit plus utilisée pour cultiver le maïs et autres cultures alimentaires afin de la donner au bétail. Et ça crée donc des tensions.

Le gouvernement utilise aussi des groupes paramilitaires. Du côté de Mixiton, près de San Cristobal de las Casas, il y a l'Armée de Dieu, un groupe paramilitaire qui mène une vie impossible aux habitants de Mixiton, proches de l'armée zapatiste et adhérents à l'Autre Campagne. Par exemple, ils en ont kidnappé quelques-uns, ils les ont tabassés très violemment et, après, ils les ont menacé de les brûler vivants : ils leur ont jeté de l'essence dessus. Bon, ils l'ont échappé belle, ils ne se sont pas fait tués, mais quand même… Partout, dans le Chiapas, on retrouve ces groupes encouragés par le gouvernement et qui commencent à avoir une attitude de plus en plus agressive à l'encontre des gens proches de l'armée zapatiste et de l'Autre Campagne.

L'autre aspect de la contre-insurrection du gouvernement, ce sont les projets de développement, surtout autour des agro-carburants : le gouvernement du Chiapas a favorisé des investissements pour produire des agro-carburants. Mais, à nouveau, ce sont des pressions sur la terre, car pour faire les plantations, ils ont besoin de la terre que les gens utilisent pour la culture des aliments. Enfin, il y a aussi une autre attitude du gouvernement, notamment vis-à-vis des écoles. Pendant des siècles, il n'y a pas eu d'écoles au Chiapas et ce sont les zapatistes qui ont commencé à en construire dans les communautés. Mais, maintenant, le gouvernement, dans sa stratégie contre-insurrectionnelle, installe des écoles officielles, à côté des écoles zapatistes et affirme qu'il ne reconnaîtra pas les diplômes obtenus et les études suivies dans les écoles zapatistes, pour obliger les gens à les déserter. Ils donnent même des bourses pour les étudiants.

Il y a donc tout un changement historique de l'attitude de l'État vis-à-vis de ces communautés. Et les zapatistes doivent y faire face. Mais je pense que les zapatistes sont, en ce moment, en train de se repositionner. On dit qu'il y aura des mobilisations importantes dans les prochains mois, mais on n'en sait pas plus que ça. Mais ça se sent que le zapatisme va reprendre les mobilisations de masse. Mais aucune certitude, c'est plutôt un sentiment.

Guillaume : Justement, est-ce que le mouvement zapatiste bénéficie encore d'un soutien populaire important ?

Raúl : Non, du tout, je pense que ça a beaucoup changé. Il y a eu un coup politique très dur à encaisser après l'affrontement entre Marcos et le candidat de la social-démocratie en 2006 [Andrés Manuel López Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD)]. Il y a plein de gens qui se sont éloignés des zapatistes à cause de cet affrontement qui, de mon point de vue, allait parfois un peu trop loin. Il n'avait pas besoin d'être aussi belligérant. Mais, d'un autre côté, je pense que les médias ont joué aussi un rôle important en exagérant cet affrontement. Par exemple, Marcos se déclarait ouvertement contre les trois candidats des trois grands partis au Mexique, mais la presse reflétait surtout les attaques de Marcos contre López Obrador alors même que Marcos s'adressait aux trois. Beaucoup d'intellectuels s'en sont éloignés aussi parce qu'ils ne voient pas dans le zapatisme un projet viable. Et puis, il n'y a pas la même présence du zapatisme dans les médias. Et ceux qui écrivent c'est pour en dire tout et n'importe quoi.

De plus, le mouvement de López Obrador a une forte base populaire. Dans les bidonvilles, dans la couche moyenne basse, chez les personnes du troisième âge, il y a plein de monde qui soutient López Obrador, pas par un calcul politique, mais plus pour une question affective et culturelle assez profonde. Ces gens-là voient d'un mauvais œil l'attitude de Marcos contre López Obrador.

À part ça, il y a eu quelque chose que je trouve très positif : après le retour de Marcos au Chiapas quand il sort de la scène médiatique et politique, l'Autre Campagne a réussi à faire plusieurs initiatives et à consolider une mouvance assez hétérogène qui se présente désormais comme un acteur qui compte et qui agit. Et ce n'est pas une mouvance pour prendre le pouvoir, mais plutôt pour rassembler les luttes et pour apprendre à lutter ensemble. Par exemple, autour des prisonniers, on a réussi à lancer des campagnes importantes pour leur liberté : dénonciations, blocages de routes, manifestations, etc. Et ça, c'est quelque chose qui n'existait pas avant, tout devait passer par les partis, par les hommes politiques ou les intellos. Pour la première fois dans l'histoire du pays, on a une mouvance autonome, petite mais militante et avec une orientation générale commune. Après, il faut dire aussi qu'il subsiste quand même des problèmes de sectarisme politique au sein de l'Autre Campagne, des gens qui ne peuvent pas se supporter, etc. Mais ils parviennent à travailler dans le même sens, chacun de leur côté. Au lieu de faire un seul acte politique, on en fait deux, mais on le fait. Il y a des centaines de collectifs dans tout le pays qui font des choses dans le même sens, et ça je trouve que c'est très positif.

Propos recueillis par Guillaume Goutte
le 21 avril 2011

Arborescence AnAr Armand Robin

Encore plus, plus que jamais !
Partie 2

Peinture de Armand Robin par Crimes of Minds

Roger Dadoun

Parler-monde

Du « génie » de la langue qui soutient l'incomparable activité de Robin, attestent ses textes de « non-traduction » publiés et diffusés, offerts à quiconque veut s'en saisir et s'en faire fructifier. *Poésie sans passeport* rassemble les émissions de radio consacrées aux poètes qu'il nous fait entendre : hongrois, russe, arabe, suédois, breton, néerlandais de Hollande et des Flandres, italien, finlandais. *Écrits oubliés* produit des textes provenant des domaines russe, allemand, espagnol, finlandais, tchèque, polonais. Les éditions Le Temps qu'il fait – label reprenant en hommage le titre de l'unique « roman » de Robin, son texte le plus accompli et personnel, si l'on peut dire – ont publié notamment *Quatre poètes russes : Essenine, Blok, Maïakovski, Pasternak* (1985). Etc. Ces parcours effectués, l'outre-écoute, à visée poétique, des plus empoignants auteurs de la littérature mondiale, se doublent chez Robin d'une valeur inverse, vouée à l'asservissement et à l'avilissement de l'homme : une écoute et outre-écoute des discours de l'actualité la plus immédiate et la plus ordinaire, discours de bas étage ou de « bas-fonds », dit-il, langue de lattes (rampante) et de blattes (puante), « sous-langage » dit couramment « langue de bois », qui caractérise, en sa visqueuse « transparence », le parler idéologique et politique à visée de propagande – c'est le parler ininterrompu du mensonge et de la belligérance qui, effet médiatique planétaire le plus patent et crispant d'une dite « mondialisation », accède aujourd'hui à un statut triomphal de parler-monde.

« Sous-langage » ou pidgin-langue des « bas-fonds », le parler-monde est une sorte de « novlangue » à la Orwell dont les misérables borborygmes expectorés par Big Brother s'ouvriraient pour laisser couler à flots les pires fielleuses jactances de l'insignifiance. Robin l'a accueilli, méta-physiquement (« règne métaphysique inversé »), durant des nuits entières, dans une étrange et lucide tor-

peur, une extatique fatigue, un non-repos nocturne où les mots lui tombaient sur le crâne telles de rafraîchissantes hallebourdes. Il nous semble le voir s'abandonnant à l'attention flottante d'une troisième oreille, une non-oreille, dirait-il, n'oreille tympanisant tous azimuts. Cela s'appelle *La fausse parole* (1953 – l'année qui vit crever le Staline, le «Koba» de certains «intellectuels» français pissant d'admiration!). Qu'est-elle, en vérité? Tout, étendu sur la couche du «rien». En nos mains, cet objet: un «inframince» volume d'à peine une petite centaine de pages, en lettres très lisibles montant aériennes sur vélin blanc. Bulles de mots s'élevant au-dessus du déversement des postes de TSF, elles s'offrent d'abord en espèces de frémissants fumetti «poétiques» traversant les séquences en bande dessinée d'un insolite patchwork de textes. L'ouverture annonce d'emblée la couleur, avec ce titre du premier chapitre au surréalisme rugissant de grâce: «Le lion mit à sécher son burnous dans la rivière» – phrase extraite d'un manuel d'arabe littéraire utilisé par Robin, et qui nous engage sans coup férir dans le processus de sèche ivresse qu'il revendique.

Nous prennent au corps ces quelques propos de vertigineux éveil: «*Qu'ai-je besoin d'ensommeillement, puisque je lampe, jusqu'à l'ivresse, du non-être? Si je tiens encore quelques instants dans la vie d'autrui, je pourrai paraître dans les premières lueurs en danseur titubant, en sobre ivrogne exécutant les figures du non-moi./Quand enfin, très rond visage rougi de tout le sang répandu cette nuit, surgira le vaniteux soleil, je serai en état de porter en un règne d'au-delà le sommeil vers ces hommes lamentables qu'on appelle puissants, ainsi que vers des enfants malades, un vase plein de lait dont il faut que rien ne tombe, ma tête labourée de toutes les paroles qui font le mal, ma tête lézardée de tous les événements qui cassent, tête en toute antitête entêtée, tête fatiguée d'une fatigue d'outre les fatigues et par là changée en plus inlassable, inlassée tête.*» «*Je connais dans toute leur plénitude toutes les très blanches extases de la fatigue, drogue à faire oublier temps et espace.*» «*Et que ferais-je, m'ajoutais-je, de leurs vacances? Ne suis-je pas absolument vacant à tout instant? Rien de moi ne m'habite: ahan par ahan m'ahannant, me désertant implacablement, je me crée en successif autre; grâce au non-but et au non-calcul, authentiquement je vaque.*» «*Sans parole, je suis toute parole; sans langue, je suis chaque langue. D'incessants déferlements de rumeurs tantôt m'humectent et me font onde, tantôt m'affleurent comme un destin de calme promenade et me font sable, tantôt me choquent et me font roc. Je m'allonge en très immense et très docile plage où de vastes êtres collectifs, nerveux et tumultueux, abordent en gémissant élémentairement.*»

S'il évoque, pour s'en écarter, dans un court dialogue de trois petites pages intitulé *Le beau feu de bois flambant*, l'idée qu'il aurait inauguré «*un genre littéraire nouveau: celui de la satire métaphysique*», on peut retenir, au moins, de «satire», une rigueur caustique dessoudant la fausse parole, et de «métaphysique» le renvoi aux fondements même de la parole, tant «fausse», celle qui tue, qui pratique «la mise à mort du verbe» (tuer, en argot: «dessouder»), que celle qui tente d'accéder à l'«être»-«non-être» de l'homme, celle qui s'efforce de se réaliser dans la poésie en donnant claire voix aux «signes de l'homme» et qui trouve son expression «la plus» impressionnante dans cette œuvre aussi accomplie qu'inaccomplie, *Le temps qu'il fait*, qu'il conviendrait de qualifier, reprenant les néologismes qu'il forge dans sa traduction de trois courts textes de Goethe (*Mahomet, Satyros ou le faune fait Dieu, Les Dieux, les Héros et Wieland*), de «ondulerrante» et «démuraillée». Nous voyons par exemple affleurer l'essence de l'amour dans sa traduction des strophes du poète arabe anté-islamique du VIIe siècle, Imroul'qaïs, «transduction» qui le conduit à prononcer ce jugement liant et confrontant en grâce amour, poésie et éthique – peut-être «la plus» belle (superlative) définition jamais donnée de l'érotisme, que je souligne: «*L'antique arabe... en son arabe quasi araméen, apportait la preuve que le mieux à faire est de mêler une sorte de seigneuriale honnêteté aux choses de l'amour et de les chanter telles qu'elles sont en innocence entière et sur un très haut ton.*»

Armand Robin

On EN veut encore plus, de l'Arborescence Robin

La fausse parole s'énonce, grasssement, dans les discours de propagande qui est une des vocations majeures de la radio, et en plus grandiose encore de la télévision, que l'«on» présente, émule de *King Kong*, comme la «Huitième Merveille du Monde». Elle trouve ses productions jumelles (radio-télé) dans le discours publicitaire, tellement incrusté dans le paysage et l'âme modernes qu'il est comme «naturalisé»: la publicité gobe le réel, en elle le fond et le digère, et l'homme gobe la publicité, en fait ses «bas-fonds» et s'en gratifie. À quel point l'infamie publicitaire diffame l'être humain en son essentielle humanité, on a peine à l'imaginer – l'imagination étant elle-même la proie privilégiée des «pavloviseurs» professionnels. Les radios russes, staliniennes, fournissent à Robin des matériaux surabondants et «idéals» («Staline, tu es la Parole! Staline, tu es la Paix! Staline, tu es la Vérité et la Vie!» – des cohortes de «pavlovisés» français gobèrent ces paroles) pour l'illustration et l'analyse de la fausse parole, et notamment pour ses *Bulletins d'écoute*, rédigés au cours de ses longues nuits d'outre-écoute et d'outre-fatigue, et distribués à des abonnés aussi divers que «le Quai d'Orsay, le comte de Paris, le Vatican, la Fédération anarchiste, *Le Populaire*, *Le Canard enchaîné*, *La Gazette de Lausanne*» (d'après *Skol Vreizh*, n° 12, 1989) et quelques autres, dont le général de Gaulle. Mais, même «oreilles closes» (dit-il), les voix lui arrivent de partout, telle par exemple cette émission en pakistanais lancée par une radio italienne (qui, au Pakistan, la recevra, se demande-t-il).

Le principe qui règle son écoute et ses interprétations est celui que formula Péguy (que Robin, dans un dense et lumineux article, présente comme le «poète» d'une «véritable révolution socialiste», sous l'égide de «ces multiples mères obscures» chantées par le poète): ce n'est pas ce que vous dites qui m'intéresse, c'est comment vous le dites. Comment: cela s'entend comme outre-écoute des voix, intonations, rythmes, musiques, rhétoriques, reprises obsessionnelles des images et des mots aux résonances arborescentes... Le comment d'aujourd'hui, avec le triomphe de la télévision – que Robin a connue à ses débuts, lorsque, dit-il, «*luisante et avenante*», «*jeunette encore, elle se tenait modestement*» –, c'est aussi, à profusion, toutes ces têtes qui s'entêtent à partout téter l'écran-blanc-seing (ils ont «carte blanche» pour toutes les menteries possibles), à sans cesse occuper réoccuper suroccuper ma-ma-Télé, avec mimiques, clins d'œil égrillards ou regards profonds, bouches et dentures à sourires, palpitations de narines, gesticulations, le tout en parallèle avec les tenues de voix – congrues ou incongrues. Telle est la cuistre ou autiste «niaiserie» de tous ces coureurs de télé qu'ils croient pouvoir pousser leur avantage de se pavaner enrôlés fardés en postures d'icônes sur écrans télé – paons lâchés tout plumage déployé en roue libre tournant folle (et qu'EN voit-on?).

Spectacle «effrayant», dit Robin, que cette domination quasi totalitaire d'«éperviers mentaux», «fantômes verbaux rapaces», «assassins des âmes... riants et gras de certitude», «carnassiers mentaux en quête de pâture» – acharnés à «dompter, à magnétiser de loin des millions et des millions d'hommes» – «chape d'hypnose... télédescendue sur des peuples entiers de cerveaux.». Ces «redoutables opérations de domination à distance» (elles expriment le vrai pouvoir, et son arme le mensonge!) créent «une inédite variété d'aveugles» – et l'on déplore que, parvenu à ce point de masse critique, Robin ne pousse pas plus avant ses arborescences de langues et de voix: on EN veut plus, on EN redemande, on veut boire jusqu'à plus soif et jusqu'à l'ivresse et la lie à ses outres d'écoutes, le suivre en ses époustouflants «ahans» (son mot-force) logés en ce EN obscur, mystérieux (ainsi faut-il entendre notre «EN vouloir à Armand Robin») qu'il veut placer sous les lumières des «facultés de l'entendement» («entendre», «entendement» – c'est même racine et même voie pour Robin). On lui EN veut enfin de nous laisser, ses feux d'artifice lancés, «déconcertés» – lorsqu'au terme de sa haute voltige dans les «bas-fonds» de la langue, s'EN prenant aux «mathématiciens quantitatifs [représentants d'une science de la quantité, dominatrice, totalitaire, raide, mécaniste et dogmatique], maîtres du Pouvoir réel», il conclut, pour affronter l'«enjeu de la lutte», sur cette apparemment modeste proposition, qui porte loin: «Commençons par les déconcerter.» Songeait-il à l'ouvrage du révolutionnaire Ante Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, témoignage de son expérience des prisons staliniennes et du goulag, où pareille «déconcertation» est chargée d'une puissance critique et d'une exigence de résistance aptes à tenir en respect la violence assassine du mensonge dans lequel nous baignons? Est-ce utopie, alors, que de vouloir, aujourd'hui, passionnément, tout faire pour nous retrouver, par la force de l'entendement – au pays du mensonge DÉCONCERTÉ?

R. D.

Cf. Roger Dadoun, «Robin, anarchiste de la grâce», *Réfractions*, octobre 2003.

«Toutes les voix du monde et idiotisme planétaire: de l'anarchie d'Armand Robin à la schizo-analyse de Deleuze, à travers poésie, radio, télévision» (p. 149-162), *Corps politiques, Cosmopolitismes, XVIIIe-XXIe siècles*, Textuel n° 44, juin 2004. Une série de cinq émissions, «Robin, anarchiste de la grâce», dans «Les chemins de la connaissance», France Culture.

Un copain s'en va

Jacques Taillaumard vient de nous quitter, à l'âge de 67 ans, des suites d'une longue maladie. C'est une figure de l'anarchisme en Lorraine qui s'éteint.

Depuis les années 70, Jacques militait pour l'idéal libertaire, sur son lieu de travail, puis, dans les années 80, lors de la création du premier groupe de la Fédération anarchiste à Nancy.

Dans les années 90, il co-fonda le groupe Jean-Roger-Caussimon, et permit aux idées libertaires de se pérénniser en Lorraine. Il fut également l'un des fondateurs de la revue *L'encre noire*, périodique du groupe Caussimon pendant quelques années.

Jacques était également peintre et dessinateur, il nous fit profiter de ses talents. Certains de ses dessins sont également parus dans *Le Monde libertaire*.

Il milita ensuite au sein du groupe Marée noire, toujours à Nancy. Dans les dernières années de sa vie, il milita également au sein de son association de quartier, instillant une pratique libertaire de sa gestion et luttant contre le racisme et les préjugés.

Sa culture, sa gentillesse et son humanité étaient des biens précieux.

Jacques, tu vas nous manquer.

Au nom des anarchistes, nous présentons à ses filles ainsi qu'à sa famille, nos sincères condoléances.

Bruno

Tous en salles !

Nouvelles cinématographiques

Je veux seulement que vous m'aimiez de Rainer Werner Fassbinder

Fassbinder disait : « *Ce qui fait notre force, c'est la région de nos origines.* » La Bavière, pays de Fassbinder, Herzog, Achternbusch et de bien d'autres. La Bavière, l'Allemagne profonde et l'Allemagne du miracle économique.

Je veux seulement que vous m'aimiez est un brûlot contre l'aliénation familiale et l'exploitation de l'ouvrier, ici le fils de la famille petite-bourgeoise, car le fils et l'ouvrier ne font qu'un. Peter, le fils maçon, construit une maison de ses mains. Pour montrer et faire comprendre tout cela, il faut à Fassbinder deux séquences : un homme en prison raconte son histoire à une femme qui lui rend visite. Ce n'est pas la psy de la prison, non, c'est la célèbre sociologue Erika Runge en personne qui l'interroge. Elle avait publié les protocoles de ses entretiens. Fassbinder avait retenu un cas, frappé par la démonstration implacable de ce en quoi la folie économique des pères brise les fils et crée une folie intime qui ronge les êtres, finit par les détruire et peut les faire basculer dans le crime. Seconde séquence : nous voyons un homme édifier un mur, s'acharner du matin au soir. Un couple vient le voir pour constater l'avancée des travaux. Mais on met du temps à comprendre que ce sont ses propres parents qui viennent inspecter les travaux (ou l'inspecter lui). Ils sont parés de tous les signes de la réussite bourgeoise : fourrure pour la mère, chapeau et costume de ville pour le père, faible et incapable de compenser la dureté de sa femme envers son fils qu'il aime bien, après tout. Des parents monstrueux d'égoïsme qui déshéritent leur fils en une phrase et ne donnent rien quand le fils et sa jeune épouse partent, par bravade, s'installer à Munich. Sur le chantier où il travaille, la hiérarchie dans le travail, la pyramide de l'exploitation est une répétition de ce qu'il a connu dans sa famille. Incapable de voir les perches tendues par un collègue qui plaide sa cause auprès du patron ou l'aide proposée par la grand-mère, le jeune couple s'enfonce dans une détresse que rien ni personne ne pourra arrêter. Peter (Vitus Zeplichal) et Erika (Elke Aberle) vont s'endetter. Peter va travailler comme un forcené, mais ils n'arriveront pas à rembourser. Peter va s'enliser dans l'impossibilité de dire ce qui le tourmente et perdre petit à petit le sens de la réalité. Fassbinder donne à toutes les figures paternelles du film les traits de son père (le bistrotier, etc.), créant le doute dans l'esprit du spectateur. Ce flou est l'effet de miroir de la destruction du sens de la réalité du personnage principal. Peter, un bon fils, un bon ouvrier, un être généreux, va être broyé par une société basée sur le profit. Un des meilleurs films de Fassbinder. Âpre et sans compromis, ce film poignant et implacable a la force du *Marchand des quatre saisons* et de *Tous les autres s'appellent Ali*. À voir absolument (sortie le 20 avril).

Women Without Men de Shirin Neshat

Shirin Neshat est Iranienne, exilée aux États-Unis où elle vit depuis un certain nombre d'années. Vidéaste, artiste plasticienne et photographe, son montage photo où des femmes recouvertes d'un tchador, marchant sur une plage vers la mer, a fait le tour du monde. Filmées de dos, elles ressemblent à de noirs oiseaux de malheur. Shirin Neshat écrivait à l'époque que son propos n'était pas de dénoncer la femme iranienne qui porte le tchador, mais qu'elle essayait de rendre compte de cette société iranienne multiple, elle voulait la décrire avec ses moyens artistiques et esthétiques. *Women Without Men*, son premier long-métrage, s'inscrit dans cette recherche. C'est un bon exemple pour rappeler que le cinéma fait appel à l'imaginaire et que dans les visions cinématographiques les plus folles, le réel et le politique peuvent faire bon ménage, et ouvrir des horizons inconnus (surtout sur l'imaginaire féminin) à tout le monde. Son film est réaliste et fantastique à la fois, inspiré par une nouvelle de l'iranienne Sharnush Parsipur, interdite en Iran. Le récit de quatre destins de femmes de conditions sociales et d'âges différents se situe au moment du renversement du régime démocratique de Mossadegh en 1953 par la CIA. La première République laïque iranienne avait été remplacée par le règne autoritaire du chah Reza Palahvi, mis en place par les Américains. Ce sont les faits. Quatre destins de femmes symbolisent donc à la fois cette période d'ouverture, où l'idéologie ancienne, la domination de la femme et des filles par le père ou le frère aîné est encore la règle et où la femme, libre de ses mouvements, celle qui assiste aux réunions politiques, représente l'exception. Accompagnons donc la militante de cœur, enfermée par son frère, mais libre dans sa tête, qui va jeter toute sa curiosité dans la découverte d'actions menées par ses camarades de lutte pour une nouvelle vie. Elle se libère, ne serait-ce que symboliquement, en se jetant du toit de leur maison où son frère la tient enfermée. Cette mort, sa chute de la terrasse du toit d'une maison toute blanche, est symbolique et crée donc la première surprise du film. Un immense voile noir se déploie au moment de son envol vers une autre vie qu'elle a désirée. Cette vie rêvée, le cinéma peut l'incarner. Ce n'est pas le moindre paradoxe du film. Shirin Neshat montre comment elle aurait vécu si elle avait été libre et non pas entravée. Comment elle aurait vécu vraiment sans être amenée à se jeter dans le vide pour mettre fin à ses conditions d'enfermement ou au mariage forcé que son frère lui préparait.

Elle ne meurt que symboliquement, mais en réalité, elle continue à militer, à vibrer dans les réunions à l'unisson avec les autres jeunes qui s'enflamment pour un renouveau démocratique. Une autre femme est prostituée. Elle est forcée par une maquerelle à subir ce que ses clients exigent d'elle. Les images montrent, comment cette humiliation permanente lui fait perdre la raison. Une bourgeoise, chanteuse assez fortunée, va réunir toutes les femmes du film dans une demeure aux splendeurs orientales. Après avoir raconté ces quatre destins par des longs plans séquences tantôt oniriques tantôt hyperréalistes, elle vole au secours de l'une, panse les plaies de l'autre et chante pour tout le monde. Le monde politique va aussi faire irruption dans cette idylle campagnarde volontairement fausse (des couleurs hyperréalistes suggèrent la dimension onirique) et symbolique où des parterres de fleurs signalent la possibilité d'une autre vie que celle de la misère paysanne et de l'exploitation des corps et de leur force de travail.

Les militaires putschistes font donc irruption dans la demeure. On cherche des sympathisants de Mossadegh qui voulait nationaliser les ressources pétrolières du pays et qui a été destitué. Leur volonté de nuire est finalement neutralisée par le courage de cette femme, maîtresse des lieux. Elle lutte avec son art, le chant, contre leur dessein premier de tout saccager. Un film d'art accompli qui répond à toutes les exigences qu'on peut formuler pour une œuvre engagée (sortie le 13 avril).

Heike Hurst

c'est pas du cinoche !

Le fugitif

Bon, ça ne vous aura pas échappé, Ben Laden a été rattrapé et buté. Ambiance Far West et campagne de propagande préélectorale pour Obama. L'ancien pote barbu de la famille Bush avait sûrement trop de trucs à raconter pour avoir un procès…

Les frères Pétard

Le premier samedi de mai, c'est la journée Marche mondiale du cannabis. Cette marche a pour but de mettre au grand jour l'échec des politiques de prohibition. Selon le CIRC (Collectif d'information et de recherche cannabique), les lois sont plus dangereuses que le cannabis lui-même. On peut cependant regretter que cette association veuille que le sujet rentre dans la campagne présidentielle : là, nous, anarchistes, ne pouvons que constater l'échec de cette stratégie…

Frankenstein

On l'avait cru mort, il était revenu. On le croyait à nouveau disparu, le revoilà. Chevènement menace de se présenter à la prochaine élection présidentielle. Il était devenu célèbre pour cette phrase « *Un ministre, ça démissionne ou ça ferme sa gueule* ». Nous, on dit plutôt : un électeur, ça ferme sa gueule, ou bien ça s'abstient et ça se met à lutter.

Les démons de Jésus

L'œuvre du photographe américain Andres Serrano, intitulée *Piss Christ*, a fait couler pas mal… d'encre. Cela nous a donné l'occasion de vérifier que les grenouilles de bénitier, toujours prêtes à rétablir la loi sur le blasphème, n'avaient pas disparu. Blasphémons, blasphémons, et à bas les religions !

La cité des enfants perdus

Les policiers impliqués dans la course poursuite qui avait abouti à la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois ont finalement bénéficié d'un non-lieu. Un troisième adolescent avait, lui, survécu. Cet événement avait été le point de départ des émeutes dans les banlieues en 2005.

Bibo

Fanzine À Bloc !

Fanzine ? Kézako ? Un fanzine est un journal réalisé par des amateurs, des passionnés de tel ou tel domaine, de tel ou tel genre musical. On a vu dans les années 1980 émerger une grande quantité de fanzines, dont beaucoup tournaient autour du rock alternatif, de l'anarchisme, bref, nous avons connu l'épanouissement d'une presse alternative accompagnant des domaines eux aussi en quête d'alternatives, d'expérimentations, de recherche[1].

Lancer un fanzine papier en 2011, voilà une idée qui paraît bien saugrenue. Le XXIe siècle sera numérique ou ne sera pas, avait-on pu croire. Même *Le Monde libertaire* a désormais un site web en parallèle à sa version papier, et de nombreux fanzines, eux, ont soit disparu soit basculé sur Internet, sous forme de site ou de blog. Cela n'enlève rien à la qualité d'écriture, à la passion… mais force est de constater que… ce n'est plus pareil. Peu de fanzines existent encore. On a un peu perdu le plaisir de le feuilleter, de le lire en picorant ici et là, d'y revenir, de le prêter, de le diffuser à son tour. Une petite vingtaine d'activistes des milieux anarchistes, punks, antifascistes, ont donc décidé, contre vents et marées de remettre du charbon dans la chaudière. Le résultat : un fanzine au format carré, de 56 pages, avec ce qui fait l'essence même du fanzinat : la passion, le plaisir, le besoin de s'exprimer, de faire découvrir. Les choses sont claires, comme le proclament les rédacteurs dès la première page : « *On parle de quelque chose parce que ça nous plaît et pas seulement parce que c'est important, on essaye de ne pas se prendre au sérieux.* » Pourtant, force est de constater la bonne tenue et le graphisme appliqué et soigné de ce fanzine imprimé. Les sujets abordés, eux, reflètent la diversité de ses rédacteurs. Des reportages internationaux sur les bidonvilles de Buenos Aires à l'Allemagne et à Rome, en passant par un lieu militant plus près de chez nous comme le Café de la pente ou un zoom sur un bistrot parisien qui vaut le détour, *À Bloc !* promène ses docs là où ça lui plaît. On retrouve bien entendu les rubriques classiques, à savoir les chroniques de lecture et les chroniques musicales incontournables, mais aussi les interviews de groupes et d'artistes, de Loran et Schultz (respectivement de Bérurier Noir et Parabellum) à Vulgaires Machins et Bobby 6 Killers, en passant aussi par DDD un pochoiriste détonnant (et oui, il n'y a pas que Banksy !). Nouvelles, rencontre avec un historien sur le rôle des intellectuels nazis, et questionnement crucial de la présence de fenêtres dans le métro, puisqu'il n'y a rien à y voir. On y retrouve aussi une interview amusante et pertinente sur la boulangerie autogérée La Conquête du pain, dont *Le Monde libertaire* s'était déjà fait l'écho. La passion ? Elle est bien là du début à la fin. Une bonne raison pour les encourager à poursuivre l'aventure[2].

Z. Yarost

---

1. La fanzinothèque de Poitiers est d'ailleurs une structure qui reçoit, classe et archive des fanzines du monde entier. Un lieu incontournable si vous vous intéressez à ce domaine. La fanzinothèque, 185, rue du Faubourg du Pont-neuf, 86000 Poitiers.

2. Pas d'abonnement, mais on trouve *À Bloc !* sur les tables de presse et dans les bonnes librairies. On peut envoyer aussi 15 euros pour 5 exemplaires, port compris par chèque à GDO, 44, rue Poulain, 93100 Montreuil. Pour commander un seul numéro, allez sur la site de Maloka : http://malokadistro.com

La fanzinothèque de Poitiers est d'ailleurs une structure qui reçoit, classe et archive des fanzines du monde entier. Un lieu incontournable si vous vous intéressez à ce domaine. La fanzinothèque, 185, rue du Faubourg du Pont-neuf, 86000 Poitiers.

Jeudi 12 mai

Chronique hebdo (10 h 00) Le 16 mai 1953 disparaissait Django Reinhardt. L'émission rend hommage à cet artiste de jazz, gitan. Ce sont les sociétés criminelles qui expulsent des individus porteurs de cultures nouvelles et singulières ainsi que des populations frappées par l'exil.

Si vis pacem (18 h 00) La journée internationale des objecteurs : vérité sur la disparition de Maurice Audin, mathématicien, enlevé par les parachutistes, il y a cinquante ans. Invitée : Suzanne Audin.

Vendredi 13 mai

Zones d'attraction (11 h 30) Zones d'attraction recevra Stéphane Lavignotte, auteur de *La Décroissance est-elle souhaitable ?* ainsi que Charlotte Nordmann et Jérôme Vidal (RILI-éditions Amsterdam), pour une discussion autour de l'écologie politique et de la décroissance au temps de Fukushima.

Place aux Fous Musique (13 h 00) Avec quatre classiques du genre à (ré)écouter, juste pour le plaisir (*Foxtrot* de Genesis, *Tarkus* d'Emerson Lake & Palmer, *Pawn Hearts* de Van Der Graaf Generator, *Close To the Edge* de Yes).

Samedi 14 mai

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Les Communautés tamoules et le conflit sri lankais*, sous la direction de Delon Madavan, Gaëlle Dequirez, Éric Meyer (L'Harmattan). En mai 2009, la reddition des Tigres de libération de l'Eelam tamoul et la mort de leur chef ont mis fin à plus de vingt-cinq ans de guerre civile à Sri Lanka. Malgré l'écrasante victoire militaire du gouvernement sri lankais, contrôlé par la majorité cingalaise, la question tamoule n'est toujours pas réglée.

Tribuna latinamericana (19 h 00) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Dimanche 15 mai

Folk à lier (12 h 00) Programmation musicale nouveautés et appuis de festivals.

Cris et murmures (14 h 00) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) Des mots, des auteurs L'émission recevra l'écrivain Alexandre Bergamini, pour ses livres *Sang damné* (Seuil) et *Cargo mélancolie* (Zulma).

Lundi 16 mai

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Nous recevrons Françoise Nay, de la Coordination nationale de défense des hôpitaux publics : après la mobilisation du 2 avril dernier, quels moyens de luttes contre le saccage de la santé publique et de la solidarité ?

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme par le syndicat CNT Culture-Spectacle.

Mardi 17 mai

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Pas de quartiers... (18 h 00) Nous recevrons Normand Baillargeon, qui nous dira en direct comment on vit au Québec quand on est anarchiste.

Paroles d'associations (19 h 30) Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie avec l'association Le Refuge qui accueille des jeunes rejetés par leurs parents, représentée par Olivier Keime (délégué régional Ile-de-France) ainsi que des jeunes ayant subi des pressions familiales.

Émission spéciale (20 h 30) **Antenne ouverte spéciale autogestion. Les alternatives en actes (Amap, coopératives, lycées autogérés, communautés, etc.). En quoi font-elles avancer la pratique et la perspective de l'autogestion ? Quelles sont leurs limites dans l'environnement capitaliste ?**

Mercredi 18 mai

La bibliothèque anarchiste (08 h 00) Lecture de textes militants.

Blues en liberté (10 h 30) Ali Farka Touré, blues du Mali.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Du 16 au 28 mai

Chambéry (73)

À la Maison des associations de Chambéry (hall d'entrée et salle D012). Le groupe de la Fédération anarchiste de Chambéry organise une exposition sur la commune de Paris, ainsi qu'une conférence et vernissage le vendredi 20 mai à 18h30. www.FA73.lautre.net

Paris XVIIIe

La bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette sera fermée les samedis 21 mai et 11 juin.

Jeudi 12 mai

Paris XIe

19 heures. Rencontre avec la revue *Rebeldía* (Mexique) qui se déclare ouvertement zapatiste et publie l'information des plus petits, des sans-voix. Elle partage les pensées et réflexions que construisent les communes autonomes du Chiapas. Vidéos et échanges suivis d'un repas. Au CICP, 21ter rue Voltaire. M° Boulets-Montreuil.

Vendredi 13 mai

Troyes (10)

19h30. Débat à l'UP3 sur la situation en Tunisie. Avec Mohamed (groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste). Lieu : Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. up.troyes@orange.fr

Samedi 14 mai

Paris XXe

14h30-15h30. *Où est passé Proudhon ?* Projection du documentaire d'Anne Argouse et Hugues Peyret. 15h30-17heures. Réunion et débat organisés par la Société Proudhon à l'occasion de la parution du *Dictionnaire Proudhon*. Au Lieu-dit, 6, rue Sorbier.

Dimanche 15 mai

Ivry (94)

De 14 heures à 23 heures. Débat : « Expériences autogestionnaires ». Ateliers d'autosuffisance animés par les squatters. Atelier « bombe à chiottes » (fabriquer soi-même ses produits ménagers) ; atelier Cromagnon, atelier patates, atelier dépollution électromagnétique Jardin autogéré ; Mutuelle de fraudeurs. Musique, expo et nombreuses autres surprises… Bouffe de récup' et boissons sur place.

21 heures. Projection de *Charbons ardents* de J.-M. Carré sur écran géant (la façade de l'immeuble voisin…). Au nouveau squat Le Poulailler (dans une ancienne gendarmerie, avec préau et grand jardin !). 103, avenue Maurice-Thorez. M° Pierre-Curie.

Mardi 17 mai

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Psychiatrie et antipsychiatrie. Troisième rencontre-débat : L'antipsychiatrie et l'alternative à la psychiatrie. Présentation de Jacques Lesage de la Haye. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 18 mai

Poitiers (86)

20h30. Rencontre-débat sur l'anarchisme, animée par le groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste. Au bar Le Plan B, 30-32, bd du Grand-Cerf. Entrée libre. Renseignements : pavillon-noir@federation-anarchiste.org

Jeudi 19 mai

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Sarah et Adolfo Kaminsky à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Dans *Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire* (Calmann-Lévy, 2009), Sarah, la fille d'Adolfo nous raconte une vie extraordinaire. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09 kropotkine02@no-log.org

Paris XIIe

19 heures. Nous organisons une soirée solidaire à la Maison des ensembles, 3-5, rue d'Aligre. Buffet, musique, expo, stands d'associations, vidéo réalisé par le groupe Combats ordinaires avec les femmes sans papiers actives dans l'occupation de la rue Baudelique, diaporama sur l'histoire des mouvements de femmes de l'immigration, débat sur la situation et les luttes des femmes migrantes sans papiers ou en situation précaire…

Vendredi 20 mai

Troyes (10)

19h30. Conférence-débat à l'UP3 « Qu'est-ce que le fascisme ? Réalités d'hier et d'aujourd'hui » avec Larry Portis. Lieu : Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Samedi 21 mai

Paris XIe

16h30. François Graner et Jean-Manuel Traimond (plus connu des lecteurs du *Monde libertaire* sous le pseudo de Potkine) viendront nous rafraîchir le mémoire à propos du génocide rwandais de 1994 et des louches implications de la Françafrique dans cette nauséeuse tragédie. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

MANIF POUR L'AUTOGESTION

★★★ Une alternative sociale, ça se construit !

PARIS 21 mai 2011

14H métro Belleville

Une initiative de la FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org

---

17 MAI 2011 - EMISSION SPECIALE

RADIO LIBERTAIRE

mardi 17 mai de 20 h 30 à minuit

LES ALTERNATIVES EN ACTES

(AMAP, coopératives, lycées autogérés, communautés...) ; en quoi font-elles avancer la pratique et la perspective de l'autogestion ; quelles sont leurs limites dans l'environnement capitaliste...

présentation de l'initiative du 21 mai et du thème de l'émission par les invités puis interventions en direct des auditeurs, de 21 H 15 à minuit.

Téléphone : 01 43 71 89 40

Y'a de quoi faire !

EXPERIENCES AUTOGESTIONNAIRES

Quels bénéfices? Quelles limites ?

* hier (Espagne 36)
* aujourd'hui (dans un système capitaliste)
* demain (en société libertaire)

21 H : projection du film "Charbons ardents" de Jean Michel Carré suivi d'un débat

Atelier "bombe à chiottes" : fabriquer ses produits ménagers

Atelier "Cromagnon"

Ateliers d'autosuffisance

Dimanche 15 mai de 14h à 23h au Poulailler

103 avenue Maurice Thorez, Ivry-sur-Seine

métro Pierre et Marie Curie

entrée libre

Mutuelle de fraudeurs

TRANSPORTS GRATUITS

Atelier "patates"

Atelier "dépollution électro magnétique"

Présentation d'un jardin collectif

Musique, expo

Et nombreuses autres surprises...

Bouffe de récup' et boissons sur place

MANIF POUR L'AUTOGESTION

★★★ Une alternative sociale, ça se construit !

PARIS 21 mai 2011

14H métro Belleville

Une initiative de la FEDERATION ANARCHISTE

www.federation-anarchiste.org

fa-ivry.forlogaj.net

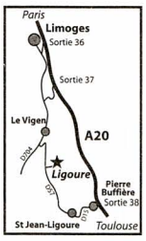
Librairie champêtre Libertaire

Dimanche 29 Mai 2011

de 10 à 19 heures au

Château de Ligoure

Le Vigen - 87



Entrée libre

Repas prix libre

Défaites... ...vos idées toutes faites sur l'Anarchie

Organisé par le CIRA Limousin (Centre Internationale de Recherches sur l'Anarchisme)